

N° 782 — 4 F

DU 20 AVRIL AU 27 AVRIL 78

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

J. - P. FAYE :
POURQUOI LE
TRIBUNAL RUSSELL ?



GAUCHE :

LA NOUVELLE DONNE

flash

CONTRE LES EXPULSIONS D'ETRANGERS

A la suite d'incidents survenus lors d'une manifestation contre Barre au Puy en Velay, deux jeunes Algériens ont été secrètement expulsés, sans recours, sans avis à leur famille. Une camarade espagnole a aussi été condamnée à être expulsée, sous le coup d'une procédure d'urgence émanant du ministère de l'Intérieur.

Par une mobilisation massive du Groupe Femmes, des organisations syndicales et politiques et par l'intervention de l'avocate de Saint-Etienne, M^e Poiteau, l'expulsion de Gloria Aznar a été annulée.

Cependant, cette dernière est dans un état de dépression complète, après sa détention sauvage au commissariat et à la maison d'arrêt.

Le Groupe Femmes du Puy reste fermement mobilisé pour exiger le retour immédiat des deux jeunes Algériens expulsés et l'annulation définitive des peines d'expulsion. ■

OFFRE VALABLE

JUSQU'AU
30 AVRIL 1978

En 1978, vous ne pouvez plus ignorer **Tribune socialiste**. Voici pourquoi. Ceux qui nous connaissent le savent déjà : pour nous, qui avons un idéal politique, le socialisme se confond avec l'autogestion. Quelquefois, certaines personnes ignorent le mot mais connaissent sa signification. Pourtant, il suffit de regarder autour de soi. De plus en plus, chacun veut décider de sa vie. Vous aussi. C'est normal. C'est ça au fond l'autogestion. Et **Tribune socialiste** — en abrégé « TS » — est le seul hebdomadaire d'opinion qui se réclame de l'autogestion. C'est pourquoi nous pensons que **TS** vous intéresse. Alors abonnez-vous à **Tribune socialiste**.

* Voir notre bulletin d'abonnement (page 4).

SPECIAL 1er MAI

A l'occasion du 1^{er} mai **Tribune socialiste** publie un numéro spécial (32 pages, 3 couleurs) qui sera mis en vente le jeudi 27 avril. Exceptionnellement le prix en sera de 5 F à la vente et de 4 F pour les sections. Les commandes, accompagnées du règlement, doivent être adressées d'urgence à :

Tribune socialiste
Service diffusion

9, rue Borromée - 7015 Paris
Tél. : 566-45-37, poste 30

INSOUMIS ET RENVOYEURS

Quatre insoumis ont été arrêtés, fin mars et début avril, à Lyon et dans sa région. Depuis, Gérard Gaspard et Vincent Cainaud font la grève de la faim à la prison de Montluc. Alfred Tondeur est incarcéré au 34^e régiment d'Épernay et Bernard Bolze à la caserne Sainte Marthe à Marseille.

Le 8 avril, une trentaine de personnes pénètre à l'intérieur de la caserne Sathonay où deux des insoumis avaient séjourné. Après distribution de tracts et de confettis aux soldats qui se réveillaient, le groupe a été transféré manu militari à la gendarmerie, puis au dépôt du palais de justice, avant d'être inculpé. Pour prendre contact : Groupe Insoumission, 13, rue P. Blanc, Lyon 1^{er} ; Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation, 3, rue Diderot, Lyon 1^{er} ; Comité de Lutte des Objecteurs, B.P. 70, Lyon Cedex 01.69001.

Par ailleurs, 27 renvoyeurs nantais de livret militaire, après, pour la plupart, avoir été condamnés à des peines d'amendes, vont une nouvelle fois passer en justice. Ils se retrouveront en septembre devant la Cour d'Appel de Rennes. Le 21 avril, journée antimilitariste à Nantes avec, au programme, à 14 h, un procès de renvoyeurs au Palais de Justice et, à 20 h 30, un gala de soutien à la Maison de quartier des Dervallières, Nantes. Pour prendre contact : Hubert Leray, La Bricardière, 44390, Nort-sur-Erdre. ■



UN ROUMAIN QUI SE BAT SEUL

Raou Cristian Atanasu est roumain. Il est arrivé en France voilà huit mois. Marié, il souhaite que sa femme vienne le rejoindre mais les autorités de son pays s'y opposent. Alors, tous les jours, depuis le 12 avril, il s'assoie place du Trocadéro à Paris : il fait la grève de la faim. Seul pour l'instant, il est décidé à aller jusqu'au bout, jusqu'à ce que sa femme obtienne son passeport, jusqu'à ce que leurs droits légitimes à tous deux soient reconnus. ■

MAREE NOIRE A PARIS

Alors qu'un groupe de sympathisants de la cause bretonne distribuait samedi 15 avril 1978 des tracts appelant au boycott de la Shell devant une station-service de la rue de Rennes (Paris 6^e), des policiers ont arrêté deux membres du PSU (dont Louis Jouve, candidat de l'Union de la gauche aux élections municipales de mars 1977 dans le 6^e arrondissement).

Ils ont été interrogés et retenus pendant 1 h 30 au commissariat Notre-Dames-Champs (12, rue Jean-Bart). Ainsi la police française, qui reste impuissante face à la marée noire et aux pollueurs, n'hésite pas à se précipiter sur ceux qui disent haut le nom des responsables de la marée noire.

La campagne pour le boycott de la Shell continue avec les organisations : Mouvement Ecologique, Front Autogestionnaire, Amis de la Terre, Paris-Ecologie, Union Fédérale des Consommateurs « Que Choisir », Combat Nature.

La Shell paiera. La Bretagne revivra ! ■

calendrier politique

● **Vendredi 21 avril (Villeurbanne)** : bal folk de soutien à la campagne Anti-Outspan avec les groupes Anachronie et Mandragore. Bouffe, boisson, expo, stand-librairie, projection de films sur l'Afrique du Sud. Tout cela à partir de 19 h au CCO, 39, rue Courteline à Villeurbanne. (Le prix ???).

● **Samedi 22 avril (St-Martin-d'Hères)** : Inauguration du premier festival des peuples et des travailleurs. A 10 h, musique dans les rues de la ville. A 11 h, inauguration de la maison de Quartier Péri, rue Pierre-Brossolette. Le festival se tiendra du 20 avril au 20 mai. Pour tous renseignements sur le programme : Service culturel municipal, mairie, tél. : 54-09-63, p. 188 ou Centre culturel, 18, rue Gérard-Philippe, tél. : 54-64-55.

● **Du 22 au 28 avril (Clermont-Ferrand)** : Semaine culturelle contre le racisme organisée par le MRAP (Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix). 22 : 20 h 30 la jeune chanson portugaise avec Fernando Marques à la Maison du peuple. 26 : à 15 h spectacle de marionnettes à la Salle Gaillard. 27 : de 14 à 16 h spectacle de marionnettes à la Salle Gaillard. A 20 h 30 : Jacques Bertin chantera à la Rotonde amphi X. 28 : à 20 h 30 gala de soutien avec Catherine Ribeiro, à la Maison des Sports.

● **Lundi 24 avril (Paris 15^e)** : La section agricole du PSU organise une réunion-débat à 18 h 30 au 9, rue Borromée, Paris 15^e, M^o Volontaires. Le thème : la politique française de

coopération en particulier en matière agricole (exemples concrets de l'arachide au Sénégal et du riz à Madagascar), et le rôle du coopérant.

● **Mardi 25 avril (Yerres)** : Un comité « Mundial 78, Boycott de l'Argentine » s'est constitué sur le Val d'Yerres. La prochaine réunion aura lieu à 21 h au local de la CFDT (sous la patinoire, près de la gare). Allez-y nombreux.

● **Mardi 25 avril (Paris 7^e)** : Le collectif qui a lancé le manifeste pour le boycott du dossier scolaire organise une table ronde à 17 h 30 à l'université de Paris VII, 2, place Jussieu, salle 101-102, 1^{er} étage, couloir 45-56, entre les tours 46 et 56 (se diriger vers la droite de la place Jussieu). De nombreuses personnalités seront présentes. L'objectif de cette table ronde est de faire avancer la réflexion sur

les problèmes soulevés par le fichage des enfants.

● **Jeudi 27 avril (Paris 7^e)** : Assemblée du Front autogestionnaire de Paris 7^e pour débattre sur : la Bretagne, l'Argentine, etc. Tout le monde est invité. A 20 h, au 68 de la rue de Babylone.

● **Vendredi 28 avril (Douarnenez)** : Dans le cadre du cycle « Information des femmes », la MJC organise un débat à 20 h 30 sur les luttes de femmes, avec deux travailleuses de chez Lip. Au 11, boulevard Camille Réaud.

● **Mardi 2 mai (Paris)** : 6 h contre la junte argentine, pour le boycott du Mundial et de soutien au peuple argentin. Forums, débats, musique, films. De 18 h à 24 h à la Mutualité, salle B. ■

humeur

On ne devrait pas plaisanter avec ces choses-là...

Michel Crépeau a quitté le Comité directeur du parti radical dit de gauche pour retourner voir les filles de La Rochelle parce qu'il n'y avait pas de cassoulet au menu du repas d'après élection. On s'attend d'un jour à l'autre à la création d'un parti radical de gauche-droite et d'un parti radical de droite-gauche. L'un des deux fera sa jonction avec le parti radical dit socialiste qui est à gauche du centre droit, grâce à des structures d'accueil et de rencontre où tous ces gens feront semblant de se voir pour la première fois. Du genre « Vous ici ? Je vous croyais z'auzoo ».

Par antiphrase, certains journaux expliquent que la discussion bat son plein au parti communiste. Maintenant que les élections sont passées, il y a même des gauchistes sympas et des écolos pas réacs. En somme la Pentecôte, pour tous ces gens-là, a été exceptionnellement, et pour 1978 seulement, fixée au 20 mars. Je ne dois pas avoir été touché par la grâce, car bien que dormant avec l'Huma sous mon oreiller, je ne parviens pas à faire la différence entre un marxiste de droite qui ne veut plus être communiste parce que l'on n'accepte pas sa critique de gauche et un léniniste anti-stalinien qui surgit à l'extrême gauche de son parti pour faire une critique de droite qui s'appuie sur les conclusions du XX^e Congrès. Tout cela parce qu'un écolo qui n'a rien compris à la dictature du prolétariat m'a expliqué

que c'est pas plus efficace que le plan Polmar contre une marée noire et impuissant devant une explosion de centrale atomique.

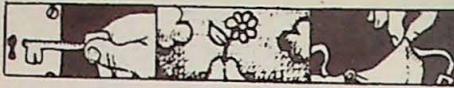
Giscard médite d'aller prochainement en Bretagne. Non pas pour se baigner comme des journalistes naïfs le répètent à l'envie. Il va se rendre là-bas en compagnie de quelques chefs d'Etat arabes. Machiavélique, le bougre : en leur montrant que nous avons bien trop de pétrole, au point de le laisser couler dans la mer, il va les inciter à baisser leurs prix.

Vexés de lire ça et là que leurs programmes étaient moins écoutés parce que ceux des radios périphériques étaient quand même plus mauvais, les responsables de France-Inter s'appêtent à tordre le cou à quelques émissions. Celles qui avaient le tort de réveiller un peu le client : rien ne doit plus dépasser l'alignement, **keep cool baby**, c'est le nouveau slogan disco du radiolibéralisme avancé.

D'Ornano est toujours ministre de l'Environnement. Il a jumelé (1) une plage de Bretagne avec sa bonne ville de Deauville : probablement pour échanger les huiles de ses planches contre un peu de mazout. C'est moins gras.

C.M. VADROT. ■

(1) Authentique (NDLR).



DE LA RIGUEUR, S.V.P.

Je trouve surprenant le peu de rigueur dans l'analyse faite par le PSU sur l'allégeance des syndicats et partis de gauche envers Giscard (TS n° 780).

Seul L. Goldberg souligne que les « visites » à l'Elysée signifient la reconnaissance officielle par l'opposition, du régime présidentiel qu'elle combat (?) depuis 20 ans.

Le SMIC à 2 400 F, qui a été l'un des clivages PC/PS pendant la campagne, est allègrement renvoyé à 1980 par E. Maire et le PSU n'y trouve rien à redire ?

Ne doit-on pas critiquer la contradiction aveuglante qui existe entre une programmation du SMIC sur un ou deux ans (même en francs constants) et les plates-formes fédérales CGT/CFDT qui réclament 2 500 francs tout de suite ? (avec grève à l'appui comme dans la santé).

Pour nous PSU, l'un de nos objectifs immédiats fut pendant la campagne le SMIC à 2 400 F. La droite conservant le pouvoir, ce que nous avons revendiqué hier ne serait plus d'actualité aujourd'hui ?

Oui, la déception est grande chez les travailleurs, et pour tous ceux qui avaient placé leur espoir dans le changement. Les jugements qu'ils portent sur les entretiens droite/gauche doivent aussi trouver un écho dans les colonnes de notre hebdomadaire car les démarches des états-majors les ont surpris et peiné.

Les militants PSU sont souvent, aussi, à la CFDT et les contradictions sont de plus en plus difficiles à assumer.

Les assises du socialisme, les comités de soldats, le nucléaire et, maintenant, l'acceptation d'une certaine fatalité économique, sont autant de divergences entre la CFDT et le PSU. Notre droit et notre devoir est de le dire.

Claude COLLIN ■

On peut en effet s'inquiéter des propos tenus par Maire à sa sortie de l'Elysée et les critiquer : pas seulement sur le SMIC mais aussi sur les délais qu'il accorde en fait au pouvoir (3 mois + les vacances). Comme le disait l'article de Sparfel (TS n° 780) « Faire semblant »... il se dessine un retour en force de la ligne Moreau. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faut condamner, dans la période, les tentatives de négociation. Les militants de la CFDT chercheront et trouveront dans le cadre de la démocratie syndicale, les moyens de combattre l'austérité et la droite après la défaite électorale ; les militants PSU au sein de la CFDT y contribueront. En tant que parti, dès sa DPN des 1er et 2 avril, le PSU réfléchit aux propositions à faire aux autres partis de gauche et aux syndicats pour déterminer les objectifs et les moyens d'action créant les conditions d'une mobilisation populaire sans laquelle les revendications les plus urgentes des travailleurs ne seront pas obtenues.

« PAR PITIE, CAMARADES... »

J'ai lu soigneusement la tribune

libre du « courant C » dans le numéro 779 de TS.

Bien gentils les camarades parisiens « communistes autogestionnaires » mais leur vocabulaire intellectuel-auto-écologique ne passe guère chez les smicards et paysans du Périgord.

La « constitution d'un pôle politique extérieur aux forces de gauche traditionnelles », il y a quinze ans qu'on essaie la recette Sud... si vous la connaissez. Qu'est-ce que ça veut dire « le grand représentant de la classe compétente ». Qui c'est, ça, les compétents ? Les autres seraient-ils des cons ? « Un pôle de référence s'ils savaient définir correctement une stratégie conforme aux intérêts des exécutants, des exploités » c'est du bla-bla-bla...

« Le courant qui ne demande qu'à se cristalliser » nous l'avons bien cherché au cours de la campagne ; ce doit être le contrecourant qui nous a fait perdre une partie de nos voix.

Alors chapeau pour la dernière phrase. Quel style ! Quelle envolée ! Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Par pitié « camarades C » parlez simplement si vous voulez être rejoints par les exploités.

Il y a 30 ans dont 15 au PSU que je participe à essayer de le cristalliser, ce courant dont vous parlez. Ça ne marche pas fort pour le moment. Faut garder l'espoir. Mais c'est pas avec des débats et des écrits qu'on avancera, c'est dans l'action journalière au sein des syndicats ou des associations. Pas de leçons, des actes.

Jean VILATTE ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hecet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel
Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL Société nouvelle de presse politique
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 096
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 50 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● **Où va la France ?**

Une fausse aventure
par **V. Leduc** p. 5
Gauche : la nouvelle donne
par **S. Depaquit** p. 6-7



Que cent fleurs s'épanouissent...
par **V. Fay** p. 8-9



● **Social**

Richesse parallèle
par **M. Anvers** p. 10
Pavillons de complaisance :
la marée noire à sa source
par **Y. Sparfel** p. 11-12-13

● **Et pourtant elle tourne**

Le « printemps » des communistes
espagnols
de notre correspondante à Madrid
V. Marquez p. 14-15



Portugal : Alvaro Rana :
« le redressement de l'économie et
l'avancée vers le socialisme ne sont
pas incompatibles. »
propos recueillis
par **A. Marquès** p. 16-17

● **La parole à**

J.-P. Faye : « Le tribunal Russell ?
Une fonction d'analyseur... »
propos recueillis par **L. Crips,**
Ph. Ivernel et **S. Cornille** .. p. 18-19

● **Les armes de la critique**

Livres p. 20
Demain la fête p. 21
Théâtre : Paul Nizan : la foi
et la dissidence
par **F. Gastellier** p. 22
La télé : refuges
par **Ph. Mariélie** p. 23
Expo : affiches politiques p. 24

EDITORIAL

Une fausse ouverture

Par Victor LEDUC



Une grande prudence « dans la distribution des dividendes du progrès », une rigueur toujours affirmée, une relance « massive » de l'économie totalement exclue, par contre un accueil bienveillant aux démarches de François Ceyrac en faveur de la liberté des prix pour « muscler » davantage les entreprises, telles étaient quelques-unes des indications données par la presse de M. Hersant sur les projets de Raymond Barre à la veille de la rentrée parlementaire.

Une analyse détaillée laisse entrevoir que non seulement liberté sera rendue aux chefs d'entreprises industrielles de fixer leurs prix comme ils l'entendent, mais que, sous le nom de « vérité des prix », le même principe sera appliqué aux entreprises publiques. Si bien que l'on prévoit une hausse de 15 à 18 % des tarifs de la SNCF, de 20 % pour les PTT, de 8 % pour l'EDF, de 10 % pour la RATP, etc. La conséquence évidente sera une augmentation considérable du coût de la vie. Ajoutons que pour financer l'industrie on envisage de favoriser des plans « d'épargne-actions » au détriment des avantages accordés au logement.

Que penser, dans ces conditions, de l'ouverture sociale de M. Barre, dont l'on a fait grand cas, surtout à l'occasion des rencontres avec les syndicats ?

Il faudra d'ailleurs attendre le 26 avril pour connaître les premières décisions prises à ce sujet. Il est significatif que le Premier ministre ait tenu à séparer les mesures dites sociales de sa déclaration de politique générale comme s'il voulait les soustraire au débat. Un geste sera vraisemblablement accompli en faveur du SMIC. Mais il sera de peu de portée en regard de l'aggravation des conditions de vie résultant de l'ensemble de la politique économique poursuivie. Et surtout, on prête au Premier ministre l'intention de se débarrasser du problème du SMIC en laissant à chaque branche et à chaque entreprise le soin de fixer le revenu familial minimum et les écarts hiérarchiques. L'Etat, pour sa part, exigerait que pour 1978 et 1979 les aménagements salariaux se situent dans le cadre du maintien du pouvoir d'achat.

Nul ne pouvait, en vérité, nourrir d'illusion sur la politique d'un gouvernement issu d'une victoire de la droite. Pourquoi attendre des concessions de ceux qui viennent d'être délivrés d'une grande peur ? Il n'y avait aucune raison de penser que Raymond Barre et son équipe fassent droit, parce qu'ils ont gagné les élections, aux revendications populaires.

Mais il n'y a aucune raison de croire que tout se décide à partir du fait électoral. Les travailleurs ont beaucoup d'autres moyens de manifester leur force. Ils ne s'attarderont probablement pas, outre mesure, à la phase de la négociation dont les limites apparaissent déjà dans les actuels projets gouvernementaux.

Comment construire dans l'action une unité capable de conduire les forces populaires à faire échec au nouveau plan Barre, c'est la première question à résoudre pour préparer un autre avenir politique. C'est le véritable problème posé à travers les débats engagés par les militants qui veulent, tirant les leçons de la défaite électorale de la gauche, en finir avec la coupure entre les luttes sociales et la bataille politique.

Gauche : La nouvelle donne

Après l'échec électoral de Mars, les cartes politiques sont redistribuées, pour longtemps sans doute. Une autre conception de l'unité reste à définir, s'appuyant sur l'ensemble des forces populaires.

Le débat qui traverse aujourd'hui les partis de gauche sera, un temps encore, celui des illusions perdues. On peut d'ailleurs aisément en pressentir la sanction : un MRG probablement éclaté ; un PS axé un peu plus à droite sur une « ligne Mauroy » (« numéro deux » du Parti socialiste), mais cherchant un supplément d'âme autogestionnaire dans la fréquentation des expérimentations sociales ; un PC poursuivant son aggiornamento dans la fuite en avant de l'union du peuple de France, mais acceptant l'esquisse d'un débat interne.

On ne saurait certes sous-estimer la signification politique de telles évolutions ; l'essentiel est pourtant ailleurs. Car les cartes politiques sont redistribuées, probablement pour longtemps.

Le réformisme de la crise

La conception gaullienne du pouvoir, déjà en crise depuis 74, est aujourd'hui définitivement enterrée. Un pas décisif a été franchi le 19 mars qui place Chirac sur la défensive et annonce, selon le vœu de Giscard, de nouvelles initiatives pour un rétablissement « au centre » du jeu des alliances politiques. L'autorité renforcée du président de la République, le temps dont il dispose, pèseront très lourd dans cette perspective.

Le développement même de la crise, contrairement à certaines idées reçues, peut faciliter, si ce n'est exiger, une telle évolution. La stagflation — ou ses dérivés — entraîne, à un moment donné, la mise en œuvre de réformes conformes aux intérêts des secteurs les plus internationalisés du capital. Trop de militants croient encore que le réformisme serait le propre des périodes d'expansion capitaliste, parce qu'exigeant une marge de manœuvre, donc un accroissement global du surplus. Mais le dérapage continu de l'inflation chronique qui caractérise depuis plus de quinze ans le développement capitaliste induit de nouvelles

souples en même temps que la nécessité d'un constant réajustement du système. Comment peut-on ignorer que ces contraintes nouvelles conditionnent à terme l'évolution des formations politiques — à droite bien évidemment, mais aussi à gauche ?

Partout en Europe où la social-démocratie est au pouvoir on peut reconnaître les signes de cette situation dans les politiques de centre-gauche qui y sont menées. En France, c'est la crédibilité du Parti socialiste comme parti du gouvernement qui s'est émietmée dans la polémique et les tergiversations de la campagne électorale. Et c'est le Programme commun de gouvernement — plutôt que le désistement — qui voisine aujourd'hui avec la lampe à huile au musée de l'Histoire. Sur ce plan aussi, les contraintes, demain, ne seront plus les mêmes, car l'on entend déjà plus distinctement les voix qui, du sein du PCF, appellent à un eurocommunisme conséquent.

Des majorités d'idées ?

Certes, rien n'est acquis d'avance et la droite affermie au pouvoir devra néanmoins continuer à manœuvrer dans une conjoncture économique difficile. L'année qui vient verra le chômage s'accroître de nouveau, tandis que l'essentiel de la politique d'austérité dite de « redressement économique » devra être maintenue (en septembre 76, Barre réclamait trois ans de continuité dans la « rigueur économique » pour parvenir à ses fins). Il est vrai que le plan Barre a déjà permis une reconstitution des marges bénéficiaires des entreprises. Afin de permettre une reprise de l'investissement créateur d'emplois disait le chef du gouvernement... Mais les capitalistes aux prises avec un marché défaillant n'ont pas investi ; d'où la persistance, et même l'accentuation, de la crise de l'emploi. Quelques concessions, par exemple en matière de politique contractuelle, seraient donc aujourd'hui possibles, voire nécessaires à la poursuite du « redéploiement industriel ». C'est « l'ouverture sociale » qu'entend négocier la C.F.D.T. en bataillant sur un terrain jusqu'ici occupé par Force ouvrière.

On ne peut encore prévoir l'issue d'une telle négociation dont les retombées ne seront pas limitées au plan social et économique. En cas de succès, Giscard pourrait relayer cette première ouverture par la réalisation, à l'Assemblée, de « majorités d'idées » sur quelques problèmes bien sélectionnés, voire à terme par des initiatives politiques plus spectaculaires (référendum par exemple). M. Duverger ne vient-il pas de suggérer une telle consultation pour le ré



Pierre Mauroy :
un PS axé plus à droite.

tour à une proportionnelle « raisonnable » ?).

Pourtant ces projets pourraient buter plus rapidement qu'il ne semble sur la résistance ouvrière aux conséquences de la crise. Même battues, les forces populaires représentent un potentiel considérable dans un pays comme le nôtre. De plus les rivalités politiques demeurent et vont même s'accroître dans la perspective de 1981.

Aux militants qui s'interrogent

Mais le problème reste entier de la construction d'une alternative politique qui puisse demain éviter l'intégration de secteurs importants du mouvement ouvrier dans les mutations du « transformisme » giscardien. Or c'est bien à ce point que le discours des illusions perdues tourne court. Il ne sert à rien aujourd'hui « d'être unitaire » pour deux, trois ou quatre. Les bons sentiments ne font pas la bonne politique. La polémique à gauche était navrante, intolérable, mais il ne suffira pas de l'étouffer pour revenir « aux lendemains qui chantent ».

L'unité a échoué parce que le Programme commun était caduc bien avant l'ouverture de la campagne électorale. Conçu dans une période d'expansion capitaliste, il ne pouvait pas, par ses objectifs mêmes, répondre aux problèmes d'une mobilisation populaire en période de crise. Résultat d'un compromis élaboré à des fins électorales, il laissait dans l'ombre des questions aussi importantes que le champ des nationalisations ou que leurs structures internes de pouvoir. La gauche a capoté sur ses divisions, mais aussi sur le contenu de son programme, y compris pour des objectifs qui, tels le ralliement à la force de frappe, étaient communs aux deux partis de gauche.

Les militants qui aujourd'hui s'interrogent, dans les partis de gauche, sur les raisons de l'échec ne pourront, s'ils veulent aller au bout de leur démarche, faire l'économie d'une réflexion critique sur les bases et les contenus de l'unité. Le PS peut bien avoir « viré à droite », mais quand et comment cela a-t-il été possible ? Quels sont ces relâchements de la « pression des masses » qui subitement, précisément dans les périodes décisives, c'est-à-dire de mobilisation populaire, expliquent ces retournements ? Pourquoi en mai 68 ? Pourquoi en septembre 76 ? Il faut la foi du charbonnier pour soutenir comme F. Hincker dans *L'Humanité* du 18 avril que le PS en 1972 « faisait un acte qui pour l'essentiel indiquait une rupture avec la politique de la grande bourgeoisie », tandis qu'en 1976 la délégation socialiste à l'actualisation du Programme commun serait allée « dans une direction diamétralement opposée à celle prise en 72 ». Certes, le PS a modifié ses plates-formes politiques

entre Epinay (le programme *Changer la vie* de Suresnes) et, par exemple, la campagne présidentielle de 74 confirmée dans ses contenus par le congrès de Nantes de 76. Mais comment masquer un instant que ces évolutions se situent à l'intérieur d'une stratégie réformatrice ?

Or de tels raccourcis sont extrêmement dangereux, non seulement pour l'analyse, mais quant aux conséquences politiques qu'on est amené à en tirer. Car, dans les pays occidentaux, la constitution d'un fait électoral majoritaire a les plus fortes chances de conditionner, à un moment donné, la défaite du pouvoir

et sera pas l'accord de 72, c'est l'évidence. Mais au-delà de cette constatation de fait, ne conviendrait-il pas de réfléchir aux limites, voire aux obstacles majeurs, que soulève fatalement la rédaction, cinq ans à l'avance, d'un accord programmatique de gouvernement ? Comment figer ainsi une dynamique et ne pas engendrer inévitablement à terme le procès des dénonciations en trahison de l'accord conclu ? Une autre conception plus ouverte et plus mobile de l'unité reste à définir qui s'appuierait sur l'ensemble des forces populaires. Souhaitons que le débat qui agite aujourd'hui les forces de gauche puisse un temps y contri-



Georges Marchais :
aggiornamento dans la fuite en avant.

en place. C'est souvent dans de telles échéances que peuvent se construire des rapports de force plus favorables au mouvement populaire. Or ce fait électoral majoritaire ne se dégage pas sans entraîner, ne fut-ce que le temps d'une élection, des secteurs hésitants, y compris une partie sensible du marais politique.

Quelle alternative ?

Comment concilier ce « réalisme politique » avec la perspective d'une mobilisation populaire pour l'ouverture d'une transition au socialisme ? Tel est sans doute le débat qu'il faudrait aborder si l'on veut tirer un véritable bilan de la période passée. Car la nécessité est bien là aujourd'hui de rendre sa dimension dialectique à la conception des alliances.

La forme de celles-ci, les forces qu'elles impliquent, exigent sans doute une réflexion nouvelle. On ne réani-

buer ; mais rien n'est moins certain.

Nous aurions pour notre part des propositions à produire. Nous qui luttons pour une transformation révolutionnaire de la société, nous savons que nous aurons à conclure des accords avec les forces réformatrices sans pour autant qu'elles basculent sur nos positions. Nous ne croyons d'ailleurs pas aux mythes du parti réformatrice « ancré à gauche », ayant « rompu avec la social-démocratie grâce à l'unité ». Demain, le parti attrape-tout sera moins crédible, c'est aussi là une nécessité de l'unité. La séparation de la gauche en deux cultures n'existe pas, ni la « gauche non communiste ». Des courants politiques traversent les forces populaires ; nous en voyons pour notre part au moins trois essentiels. Elargir l'audience et l'organisation du courant autogestionnaire constitue aujourd'hui une contribution essentielle au développement de l'unité des forces populaires.

Serge DEPAQUIT ■

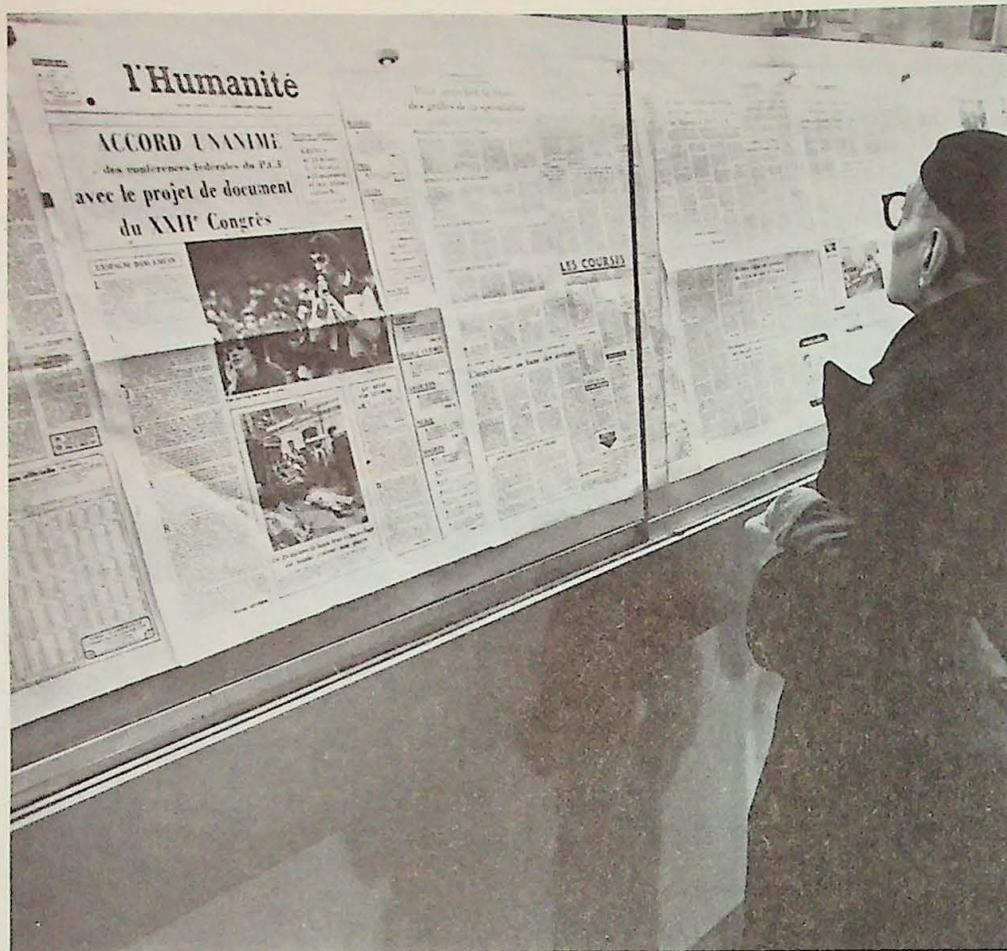


Image rétro.

Que cent fleurs s'épanouissent...

Le débat aujourd'hui engagé à gauche dépasse les frontières des partis.

Les défaites font réfléchir. Selon Lénine, elles sont plus instructives que les victoires. L'échec électoral de la gauche peut être fécond si l'on ne s'arrête pas à l'analyse de ses aspects tactiques et, bien entendu, si l'on ne se contente pas de l'auto-justification et de l'auto-satisfaction en rejetant sur « l'autre » toutes les responsabilités. Il n'est certes pas question de mettre tout le monde dans le même sac, de proclamer la carence voire la trahison générale, pour se réfugier sous sa tente. Il y a mieux à faire.

S'interroger si la défaite, qui n'est pas seulement électorale, n'a pas de racines plus profondes, s'il ne faut pas chercher ailleurs les causes des erreurs qui l'on entraînée. Ces causes, ne seraient-elles pas contenues dans les programmes et structures des partis de gauche traditionnels, dans leur volonté de maintenir leur

identité, sans tenir compte des aspirations profondes des travailleurs ?

Cette défense de leur raison d'être est naturelle, le patriotisme de parti doit être pris en considération. A condition qu'il ne bloque pas l'évolution nécessaire des organisations en conformité avec ce qui change dans les conceptions et les comportements des travailleurs. Le problème est là et la tendance à l'éluder ne peut que prolonger et aggraver la crise que vit actuellement le mouvement ouvrier tout entier.

Autocritique

On peut nous rétorquer que nous ne sommes pas sans reproches et qu'on n'a pas besoin d'une nouvelle avant-garde ou élite, mais d'une réflexion

commune, à la fois critique et auto-critique, sur ce qui vient de se passer et sur les perspectives qui s'ouvrent devant nous.

Pour qu'on ne puisse pas nous dire que nous esquivons nos propres responsabilités, avouons que certaines de nos erreurs tactiques — certain effacement du caractère de classe de notre campagne, intervention insuffisante dans les réunions des partis de gauche, échec des candidatures du PSU soutenues par le PC, recherche trop prolongée d'accord avec les écologistes, formation tardive des collectifs du Front autogestionnaire — découlent elles aussi des structures trop figées du PSU, de la circulation trop lente des idées, autrement dit des aspects non autogestionnaires de notre pratique politique et organisationnelle.

En revanche, nos initiatives, bien que souvent mal présentées et diffusées, visant à réaliser l'unité d'action des travailleurs et l'unité populaire autour d'une plate-forme revendicative commune, se sont avérées justes, comme nos propositions de rechercher une voie de transition au socialisme, en passant du contrôle ouvrier et populaire à l'autogestion.

Le PSU n'a pas hésité, chaque fois que le problème s'est posé, à mettre en question ses programmes et structures, voire son existence, en vue d'accéder à des formes nouvelles d'organisation et d'action. Cette vocation du PSU à se dépasser lui-même n'a pas été toujours ressentie avec une égale acuité par nos militants; d'autant moins qu'elle se heurtait à la volonté des autres partis de se perpétuer.

Les voix des sans-grade

Voici qu'à l'occasion de cette défaite, le malaise sourd, qui se faisait sentir sans jamais éclater au grand jour, s'extériorise avec vivacité, parfois avec violence. C'est le cas du PC, mais aussi, d'une manière plus diffuse, du PS. Ce qui était implicite, la non-adéquation des structures et programmes avec l'état actuel du monde du travail, devient explicite. Le débat débordant des barrières existantes s'étale, atteint le grand public.

Nous ne sommes plus en présence d'une discussion entre initiés, entre professionnels de la politique. Des voix s'élèvent, outre celles des intellectuels qui en sont les porte-parole, de ceux qui se sont tus pendant longtemps, qu'on a réduit au rôle de la piétaille, qui se fait tuer en silence et qui paie le prix des erreurs et des conflits des états-majors.

Ces voix des sans-grade indiquent que la réflexion a dépassé les frontières des partis, que le débat est engagé un peu partout où se rencontrent les travailleurs, à l'usine, à la maison, dans la rue, au café, et pas seulement au sein des organismes « réguliers » des partis.

Personne ne peut plus l'étouffer. Mais on s'efforce de le canaliser de différentes manières, de le limiter à ses aspects tactiques et, surtout, de le contenir dans le cadre immuable des structures.

Certes, la discussion la plus libre possible à l'intérieur de chaque parti est souhaitable et nécessaire. Pourvu qu'elle ne soit pas limitée à l'assouplissement des structures figées et à la correction des erreurs tactiques évidentes, sans déboucher sur l'éventualité d'une transformation fondamentale du mode d'existence du mouvement ouvrier.

Les communistes, « ailleurs »

Chacun procède conformément à sa manière d'être. L'appareil du PC tolère jusqu'à présent la discussion interne qu'il ne peut interdire sans renier les décisions du 22^e congrès, mais



Louis Althusser.

refuse son expression publique, ce qui amène de nombreux militants à chercher une tribune « ailleurs », en dehors de la presse du parti.

Ils l'ont trouvée dans *Politique-Hebdo*, *Le Monde*, *Le Matin*, à *Témoignage Chrétien*, au *Nouvel-Observateur*... Ils y expriment leurs déceptions et critiques, réclament l'ouverture d'une discussion publique dans la presse communiste, l'avancement de la date du congrès ; celui-ci doit être organisé de

« façon totalement démocratique » et traduire « les débats réels au sein du parti » ; « *Il doit être véritablement souverain, c'est-à-dire élaborer lui-même, après discussion, la ligne à appliquer par tout le parti* » (groupe Althusser).

En réponse, les militants sont invités à acheter, lire et diffuser le rapport que fera Marchais au prochain comité central. Le refus d'autoriser la discussion publique est motivé par le fait que les statuts ne prévoient l'ouverture d'une tribune de discussion qu'à la veille d'un congrès. Comme si la direction n'avait pas d'autres moyens de laisser les militants s'exprimer dans la presse du parti ! Ce refus ne cache-t-il pas, dans l'impossibilité actuelle de procéder à des exclusions, le recours ultérieur à l'argument que les contestataires, en y écrivant, ont participé à la campagne anti-communiste déclenchée par la presse bourgeoise ?

Les socialistes, en vase clos

Le PS, dont le tissu organisationnel est plus lâche, utilise un autre procédé, non moins efficace : la discussion entre experts et en vase clos. Le débat est intériorisé, la solidarité doit être préservée à tout prix, le parti est fragile, un affrontement trop vif, trop passionné, risque de le faire éclater. D'où la pression sur le CERES pour qu'il atténue ses critiques, s'incline devant la volonté majoritaire d'esquiver les problèmes de fond, pouvant mettre en cause l'identité et la manière d'être du parti.

L'un et l'autre, sans empêcher le débat, peuvent le vider en partie de son

contenu novateur, de ses possibilités créatrices. Il ne suffit pas d'engager la discussion à l'intérieur de chaque organisation. Confronter les avis des membres du même parti, mettre fin à la fausse unanimité, à la solidarité formelle, c'est important et il faut tout faire pour y parvenir.

Pour un débat trans-organisationnel

Mais il faut aller plus loin. Si l'on veut restaurer, sur des assises plus solides, l'unité de classe, il importe de confronter les opinions des militants, adhérents et sympathisants des différentes organisations ouvrières, en tenant compte de leur diversité d'attaches et d'origines et sans jamais mettre en question leur appartenance présente. Il faut que les bouches s'ouvrent, que les critiques fusent, que les initiatives s'épanouissent.

Le débat, le *grand débat*, permettant à tous ceux qui vivent au rythme quotidien du monde du travail, de dire ce qu'ils ont sur le cœur, sans retenue ni réserve excessives, doit, pour être fécond, transgresser les barrières qui y font obstacle. *Il doit devenir inter-organisationnel ou plutôt trans-organisationnel.*

Informel au début, il pourrait prendre des formes les plus diverses, les plus variées, les plus ouvertes, pour faciliter la participation de tous les travailleurs à cette vaste mise en question du mode d'existence, de fonctionnement et de réflexion de l'ensemble du mouvement ouvrier. Son renouvellement est à ce prix comme son avancée ultérieure vers le socialisme.

Victor FAY ■

V
A
C
A
N
C
E
S

A PIED dans le Parc National
des Cévennes
A VELO sur le plateau ardéchois
A CHEVAL en Haute Ardèche
ou à Manosque
AVEC UN ANE
dans les Cévennes

ET AUSSI
Algérie, Yougoslavie, Grèce,
Autriche,
Turquie, Mexique,
Asie du Sud-Est,
... Corse !

E
N
F
R
A
N
C
E

PROGRAMME D'ETE SUR DEMANDE
ARVEL : 12 A, boulevard des Brotteaux
69006 LYON - Tél. : (78) 52-56-48

Richesse parallèle

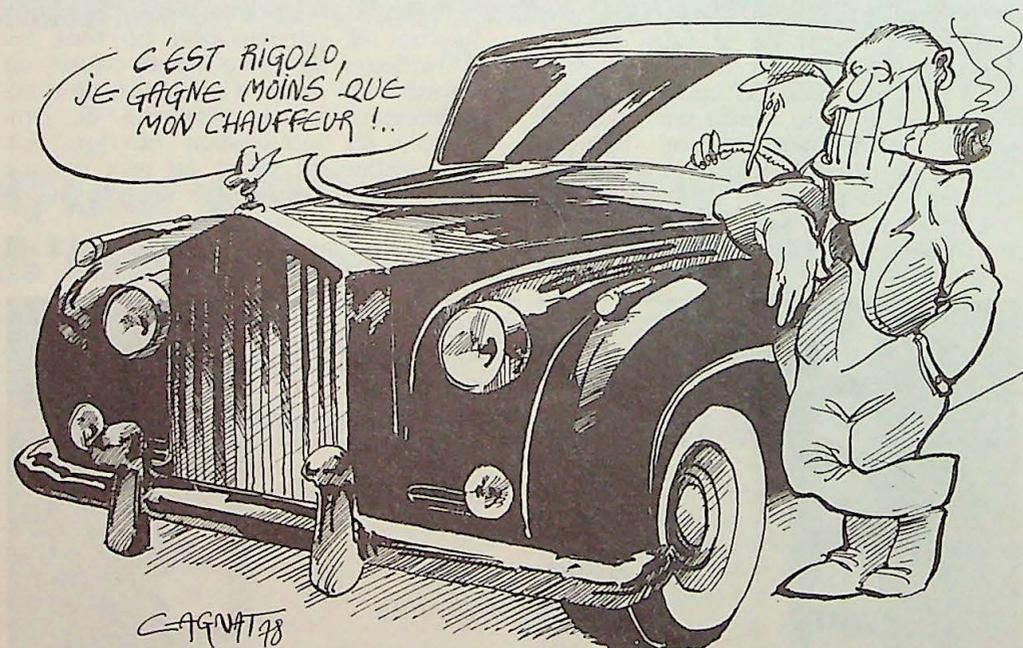
Voitures, appartements de fonction, vacances exotiques, visons... Il ne suffit pas de connaître en France le traitement des cadres supérieurs pour se faire une idée de leurs revenus réels.

On savait déjà la France médaille d'or des inégalités de revenus et de patrimoines, malgré la savante lenteur du pouvoir à rechercher l'information statistique sur tout ce qui a trait à l'argent, à la richesse. On avait connaissance de façon diffuse de certains avantages dont bénéficient patrons et

qui lève le voile sur cette question si soigneusement mise à l'écart du débat sur le blocage du pouvoir d'achat et sur l'éventail des salaires. « Il ne suffit pas de connaître le traitement d'un salarié pour se faire une opinion réaliste de sa situation — surtout s'il est cadre supérieur », écrit-elle ; et de citer des exemples qui provoquent l'écoeurement quand on songe au niveau du SMIC et aux licenciements qui se multiplient.

Ainsi un PDG d'une entreprise de 150 salariés gagne 20 000 F bruts par mois. 20 000 F pour un PDG, voilà qui n'est pas hors des normes actuelles peut-on penser. Voire, car sa société met gentiment à sa disposition un appartement de 250 m² meublé et équipé, dans le 7^e arrondissement à Paris ; elle en assume toutes les charges d'entretien et de réparation, les charges de personnel (un cuisinier, une femme de chambre), de nourriture, de transport, ainsi qu'une quote-part des frais de location d'une villa pour les vacances du PDG et de sa petite famille...

Les voitures de fonction, les appartements se répandent de plus en plus. En 1976, les premières représentaient « 3 % du parc automobile français. Environ 20 % des cadres supérieurs en utilisent une régulièrement. Mercedes réalise 17 % de ses ventes et 13 % de ses contrats de leasing pour des voi-



cadres supérieurs, la voiture de société avec chauffeur en étant l'exemple le plus connu.

Mais ce que l'on pouvait ignorer, par contre, c'est la généralisation de ce type d'avantages, véritables salaires secondaires qu'il faut désormais prendre en compte pour la mesure des inégalités de revenus. Barre peut bien prétendre bloquer les hauts salaires, il y aura toujours pour les patrons des échappatoires d'autant plus efficaces qu'ils ont le mérite de la discrétion.

A ce titre, il est bien intéressant l'article de Cécile Maillat dans les deux derniers numéros de *L'Expansion*

tures de société. La SM Citroën réalisait, au cours de sa dernière année de fabrication en 1975, 15 % de ses ventes en voitures de sociétés. Rolls-Royce annonce pour la France un chiffre d'affaires de 30 à 40 % sur ce créneau ».

En ce qui concerne les appartements de fonction, c'est le même engouement. Ainsi un ingénieur dispose à Marseille d'un 350 m² sur la Canebière pour un modeste loyer de 400 F par mois. Les immeubles des quartiers riches de Paris comprennent de 15 à 20 % d'appartements de complaisance. Ces exemples ne sont pas isolés loin de là !

D'une manière générale, écrit la journaliste, les facilités de logement allègent 20 à 25 % des charges mensuelles de celui qui en bénéficie. Ce pourcentage atteint même 40 % dans certains cas.

Voitures, appartements, il faut ajouter aussi les multiples cadeaux que se font les patrons entre eux : restaurants, voyages, vacances aux Antilles, droits de chasse, manteau de vision de madame ; bref une foule d'avantages payés par le travail des salariés. Des véritables compléments de salaires qui échappent le plus souvent au fisc. On commence à parler ces temps derniers, à propos des marées noires, du scandale des pavillons de complaisance. Il faut savoir qu'ils flottent bien haut en France, les pavillons de complaisance de la richesse parallèle.

Martial ANVERS

HOSPITALIERS EN GREVE

Le déclenchement de la grève des hospitaliers CGT et CFDT quelques jours avant le premier tour des élections législatives, en a surpris beaucoup et embarrassé certains. Elle est justifiée, pourtant, cette grève. Cette réaction à la démagogie de Barre, qui pour se faire élire, lui et quelques autres accorde, à un mois des élections et à quelques-uns seulement, ce que tous réclament en vain depuis trois ans !

Partie de Romorantin, dans le courant février, la grève a fait tache d'huile et s'est étendue à Orléans, Blois, toute la région centre pour atteindre la Bretagne, tandis que des villes comme Lyon, Toulouse, Marseille, Montpellier et autres, agissaient par coups de boutoir.

Partant des revendications du personnel hospitalier, cette grève débouche sur une amélioration du service public, l'hôpital ; sur une transformation des rapports soignants-malades. En effet, la revendication dite des « 13 h », soit une augmentation des salaires équivalente à 13 h supplémentaires et intégrée à la paye, obtenue par les hôpitaux de la région parisienne depuis trois ans, liée à la revendication : « pas de salaire inférieur à 2 500 F », permettrait au personnel de ne plus connaître avec autant d'angoisse des fins de mois et d'être ainsi plus disponible à l'égard des malades.

Le renforcement des effectifs est aussi une nécessité. Il est reconnu, unanimement, qu'un climat psychologique favorable est un important facteur d'évolution de la maladie vers la guérison. Ce n'est pas en courant d'une chambre à l'autre que le personnel peut assumer son rôle. Ce n'est pas non plus avec un effectif désorganisé par les départs en vacances ou les absences dues aux maladies.

Par une action dynamique, ouverte, inventive, sans jamais porter atteinte à la qualité des soins donnés aux malades (seul le travail administratif et certains services généraux sont bloqués partiellement), recherchant la solidarité active de la population en l'informant, les travailleurs des Centres Hospitaliers ont remporté déjà une première victoire : celle de démontrer que les rapports sociaux se changent par la lutte et non par les élections ; que la recherche du soutien de la population, c'est l'unité populaire qui se construit. Les militants autogestionnaires participent au débat sur une autre médecine car c'est le système de la santé tout entier qu'il faut guérir et non replâtrer.



L'épave de l'Amoco-Cadiz :
une complaisance chère payée.

Pavillons de complaisance : La marée noire à sa source

Les sanctions multipliées ces derniers jours, le zèle récent déployé par les pouvoirs publics ne doivent pas faire illusion : la flotte de complaisance est l'objet de la part de l'Etat de toutes les tolérances.

Nettoyage, renettoyage, pompage, rcurage, raclage : tel est le lot de milliers de marins, militaires et bénévoles, qui, en Bretagne, font face à la marée noire. Ceux qui confiants, minimisant la catastrophe, oubliant ses causes, disaient : « *La mer se chargera de tout emporter* », déchantent. Les 230 000 tonnes de l'Amoco-Cadiz, qui ont déjà souillé ou détruit la flore et la faune sur 450 kilomètres de littoraux,

La Schell participe aux secours :
un « arroseur » qu'on aimerait voir « arrosé »...



vont, portées par des vents changeants, continuer leur œuvre de mort.

Pendant qu'obtinés et en colère, les Bretons s'efforcent de réparer les dégâts, le capitalisme international continue de sévir tout au long des côtes : les *dégazages* se poursuivent intempestifs et les procès-verbaux pour infraction à la circulation (rapidité = rentabilité) pleuvent depuis le 1^{er} avril.

« *Surveillance renforcée* », disent les autorités. En fait, les sanctions sont dérisoires. Quand on sait que cette vigilance et que le zèle que déploient les pouvoirs publics, datent de quelques semaines ; quand on sait que les *infractionnistes* repérés récemment représentent environ 10 % du trafic au large du Finistère, on se rend compte du nombre de catastrophes en puissance que sont ou qu'étaient ces bateaux. La notion de fatalité, si souvent avancée pour justifier la gabegie, doit céder le pas à une recherche des causes réelles.

Parmi elles, le scandale des pavillons de complaisance que les syndicats CGT et CFDT de la marine marchande (1) dénoncent. Rappel : l'Amoco-Cadiz battait pavillon libérien, pavillon de complaisance. Rappel : de 1950 à 1970, en pourcentage, la flotte libérienne a perdu (par accidents) deux fois plus de bateaux que les pays membres de l'OCDE. Rappel : en 1976, les navires bénéficiant de la complaisance représentaient à cette époque, le quart du tonnage mondial, mais 56 % des naufrages et des échouements. Premières approches de ce qu'est *la complaisance*...

Des bidonvilles flottants

Mais allons au-delà des faits. La complaisance a cinq aspects fondamentaux : le pays où est immatriculé le bateau autorise des « *étrangers* » à être propriétaires ou à contrôler ses navires marchands ; ce navire peut être immatriculé à l'étranger par l'intermédiaire d'un consul ; le profit réalisé échappe quasiment au paiement d'impôts (seules charges imposées : un droit d'immatriculation et une taxe annuelle calculée d'après le tonnage) ; les équipages de ces navires n'ont pas besoin d'être de la nationalité du navire ; le pays de « *complaisance* » ne peut ou ne veut pas imposer de réglementations gouvernementales ou internationales. Les pays spécialistes de la complaisance sont essentiellement : le Libéria, les Bahamas, Panama, Chypre, la Grèce... L'énoncé de ces aspects est un *tantinet* juridique : il correspond de fait à la possibilité pour des armateurs d'échapper à toutes les normes internationales de navigation.

Des bidonvilles flottants : voilà ce que sont selon l'expression de la CFDT les navires de « *complaisance* ». L'exploitation des matelots employés sur ces bateaux est effroyable. Leur salaire varie de 300 à 800 F par mois,

heures supplémentaires incluses. Les contrats de travail, lorsqu'ils existent, sont rédigés de façon à mieux les exploiter (quand ils ne contiennent pas, comme on l'a découvert récemment sur un bateau panaméen, l'interdiction de se syndiquer...). La journée normale est de douze heures et le racisme fleurit (européens payés le double des Africains sur un navire chypriote).

D'autres témoignages recueillis par des militants CFDT de la marine marchande démontrent que les conditions de travail sont terribles : manque de nourriture, de sanitaires, pullulement de rats, etc. En premier lieu, la complaisance, c'est donc la possibilité d'exploiter une main-d'œuvre bon marché...

En deuxième lieu, elle devient le moyen, pour les firmes capitalistes multinationales, d'échapper à tout risque de changement politique dans un pays donné. Pourquoi la Shell systématise-t-elle l'appel à des transporteurs battant pavillon libérien comme c'était le cas pour l'Amoco-Cadiz ? Seulement pour son moindre coût ? Certes, c'est l'essentiel. Mais il n'est pas secondaire de savoir qu'une flotte marchande est un facteur important d'indépendance économique...

Ni impôts...

En troisième lieu, le pavillon de

complaisance permet d'échapper à l'impôt. Un exemple cité par la CFDT en témoigne : le *Frigourg*, bateau appartenant à la société *Courtage et Transports* est vendu à une société panaméenne, filiale de l'entreprise française. Peu de temps après, il est réaffrété coque nue pour la même activité que celle qu'il avait sous pavillon français ! Passée la frontière panaméenne, l'imposition fiscale disparaît... Mais ce navire avait pourtant reçu de l'Etat français une aide de près de cinq millions de francs pour être construit. Cinq ans après, il a grossi la flotte des navires sous pavillon de complaisance !

Que fait l'Etat français ? Rien, alors que de très nombreux navires construits en France attendent d'avoir du fret, alors que les chantiers de constructions navales licencient, alors que 80 % du trafic pondéreux en France est assuré par des navires étrangers. Il ne fait rien contre, mais tout pour. Ainsi la société nationale Elf fait appel pour le transport d'hydrocarbure à des bateaux des Bahamas, Total (Compagnie Française des Pétroles) contrôle la Compagnie Navale des Pétroles qui cède ses bateaux à des sociétés panaméennes ou libériennes... Ce détournement devient donc le fait de sociétés dites *nationalisées*.

En quatrième lieu, la flotte ainsi créée (30 % du tonnage mondial en 1977) ne se contente pas de ne pas

respecter les dispositions sociales en vigueur dans les armements traditionnels. Elle pratique la concurrence déloyale en diminuant le coût du fret.

Il n'est pas étonnant en conséquence que les sociétés multinationales contrôlent 95 % de ces flottes. Ce sont elles d'ailleurs qui fixent ainsi le prix de leur propre transport. Cette régulation vers le bas s'est effectuée au détriment des pavillons maritimes traditionnels et a obligé l'ensemble des armateurs privés à avoir recours au même procédé. Les premiers pavillons de complaisance apparurent en 1922. En 1948, le Libéria possédait deux navires de plus de cent tonneaux ; en 1964, il en avait 1 117 ; en 1975, ce pays a de loin la première flotte mondiale avec 2 473 navires (près de 15 % du tonnage mondial).

...ni sécurité

Ces éléments mis bout à bout ne nous éloignent-ils pas des causes de la marée noire ? Non, car s'ils sont des *bidonvilles flottantes*, les navires sous pavillon de complaisance sont les plus dangereux. Ceci ne s'explique pas par l'âge des bateaux (le Libéria a une flotte moderne), mais par leur état, le manque de formation des équipages et la course à la rentabilité. Les canots de sauvetage percés sont mon-

Portsall avril 1978 :
une tonne de mazout souille ou détruit entre cinq et dix tonnes de flore.



naie courante ; les radars hors service également ; l'état des coques ou des gouvernails laissent souvent à désirer. Les marins recrutés n'ont aucune formation professionnelle et les officiers manquent de compétence. Exemple : la Société Total avait, pour la recherche pétrolière, transformé un vieux dragueur de mines. Comme la Marine marchande ne lui avait pas

le *Globtack* ou le grec *Georgios-K* (pour faire payer six mois d'arriéré de salaire). Il la tolère puisqu'il donne son accord à des groupes français pour armer sous pavillon de complaisance et leur verse même des aides financières. Il faut savoir qu'au dernier trimestre 1976, sur vingt navires français vendus à l'étranger, quinze furent armés sous pavillon de complaisance.

longtemps l'alarme sonnait : mais les multinationales font l'objet de toutes les complaisances...

Yves SPARFEL ■

(1) La CFDT nous a fourni l'essentiel du dossier traité ici.



La Bretagne :
poubelle du capitalisme... ou pire encore.

**TIRONS LA LEÇON
DE LA
MARÉE NOIRE
N'ABANDONNONS PLUS
NOTRE SORT
AUX DIRIGEANTS**

**MOUVEMENT
PRENONS LA PAROLE**
43, Rue du Faubourg St Martin - Paris X^e

Cet autocollant peut être retiré au Mouvement *Prenons la Parole*, 43 rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 Paris. Tél. 206-40-95. Prix de soutien proposé (diminué dès que des quantités importantes seront demandées), port inclus, format 15 x 11, font jaune lettres noires : 10 : 16,40 F, 20 : 30,80 F, 100 : 108 F. Chèques et mandats au nom de Jacques Essel. C.C.P. 7 925-36 Paris.

CINEMA 78

AVRIL — N° 232

ENTRETIEN AVEC
DANIEL ULBRICHSKY

●
QUOI DE NEUF DANS
LE CINEMA INDIEN

●
DIX ANS APRES
LE G.R.E.C.

●
APRES BELGRADE
CINEMA
ET HISTOIRE

●
APRES BONDY
CINEMA
ET PROPAGANDE

●
Et toute l'actualité.

En vente partout : 10 F
et 6, rue Ordener, Paris-18^e

accordé un permis de navigation, son propriétaire a transféré le pavillon. Devenu panaméen, il est allé naviguer, mais a sombré, avec ses dix techniciens.

Ruban noir de la pollution, ruban noir des naufrages dus à l'absence de sécurité, les navires de complaisance sont conçus à tous les niveaux (construction, absence d'équipements comme le double gouvernail, équipage, contrôle et affrètement) pour transporter le plus vite, au moindre coût, au mépris de la mer comme milieu écologique, au mépris des règlements internationaux, au mépris des populations.

De l'inaction à la complicité

Cette logique n'est en rien enrayée par le gouvernement français. Il la tolère même puisqu'il a combattu toutes actions menées par des syndicalistes français pour bloquer des bateaux comme le chypriote *Harris-Trader* (canots de sauvetage percés), comme

Ces faits révélés par plusieurs fédérations de la CFDT les a amenés depuis cinq ans déjà à proposer une série de mesures : la visite par l'autorité maritime des navires de complaisance fréquentant les ports français afin d'exiger le respect des règlements internationaux ; l'amélioration de la convention de 1958 sur la haute mer, en vue d'obtenir le renforcement du lien existant entre un navire et le pays dont il bat pavillon ; le contrôle des autorisations de vente de navire (conditions d'âge et de sécurité, véritable identité de l'acheteur) ; le refus ou le retrait des fonds d'Etat aux armateurs utilisant des pavillons de complaisance et une surveillance renforcée des opérations d'affrètement à l'étranger ; le réexamen des accords de partage de frêt.

Mais hormis sa signature d'une résolution de l'Organisation Internationale du Travail, en octobre 1976, permettant d'inspecter les navires de complaisance (qu'il n'a jamais fait appliquer), le gouvernement français ne bougea pas.

Puis l'Amoco-Cadiz vint. Depuis

Espagne :

Le "printemps" des communistes espagnols

Au cours du 9^{ème} congrès du P. C. Santiago Carrillo devra affronter les vieux fidèles du léninisme.

De notre correspondante à Madrid, Vitoria MARQUEZ.

Du 19 au 23 avril — durant presque une semaine —, le Parti communiste d'Espagne tient son neuvième congrès. En toute légalité cette fois ; du moins depuis 1932. C'est, pour le P.C.E., presque une date anniversaire. C'est en effet le 9 avril 1976 que le P.C. espagnol avait à nouveau pignon sur rue et droit de cité dans la vie publique espagnole. Depuis, le parti de Santiago Carrillo a, dit-on, triplé le nombre de ses adhérents. Toujours est-il qu'il a obtenu vingt députés au Parlement et qu'il s'apprête, aujourd'hui, à abandonner ses références « léninistes »... Tout un programme, on le devine, pour un parti dont les origines historiques viennent de la III^e Internationale.

Faute d'une véritable histoire du Parti communiste d'Espagne (voir l'encadré ci-contre) — thème d'un prochain colloque —, il est bien difficile de dire si le P.C.E. a connu dans le passé une crise intérieure aussi importante que celle à laquelle donne lieu aujourd'hui les fameuses « quinze thèses » soumises aux militants en vue du congrès. Ce qui est sûr c'est que jamais les discussions dans le Parti n'ont reçu une telle publicité à l'extérieur. Le monolithisme du P.C.E. ne serait-il donc plus qu'un mythe ?

« La thèse quinze »

Les militants de base ont commencé à débattre des quinze thèses ainsi que du nouveau projet de statuts dès le mois de février. Immédiatement les discussions ont porté sur la quinzième thèse. Celle précisément qui consacre l'abandon du caractère « marxiste-léniniste » du P.C.E. pour lui substituer celui de « parti marxiste démocratique et révolutionnaire ». Simple question de vocabulaire ? Le texte soumis à discussion précise : « ...bien que l'apport léniniste reste valable » elle ne peut plus être comprise dans le « sens restrictif se-

lon lequel le léninisme serait le marxisme de notre époque ».

C'est sans aucun doute à la mi-mars, lors de la cinquième conférence de Madrid que la discussion a été la plus vive. Les huit cents délégués mandatés à l'assemblée régionale se sont d'emblée divisés en deux blocs hostiles : les délégués du sud de Madrid, secteur particulièrement ouvrier, et ceux du nord.

Contre toute attente ce sont les premiers qui ont adopté une attitude favorable aux thèses du Comité central, et les seconds qui ont proposé les amendements, notamment celui proposant de conserver au parti espagnol son caractère « marxiste-léniniste ». La direction n'a pas été épargnée. Et Santiago Carrillo a dû à plusieurs reprises jeter tout son poids dans la balance. Les repro-

Santiago Carrillo :
L'habileté confrontée à la grogne.



ches ? Le « triomphalisme » dont les dirigeants ont fait preuve, et leur peu de rigueur dans l'analyse de la situation politique espagnole... Beaucoup des amendements ont été retenus. Beaucoup sauf un toutefois — l'amendement qui résume tout le débat — celui qui proposait de conserver au parti son label « léniniste ». C'est assez largement que les partisans de l'aggiornamento l'ont emporté : par 433 contre 115 et 62 abstentions. Une victoire pour ceux qui se refusaient — comme le proposaient un certain nombre de militants —, à faire du débat autour du « léninisme » l'objet d'un congrès extraordinaire. Reste tout de même que le groupe dirigeant du P.C.E. de la capitale espagnole s'est sensiblement renouvelé... et élargi. Parmi les quatre-vingt-cinq membres figurent évidemment Simon Sanchez Montero, vieux compagnon de Carrillo, mais aussi Francisco Pe-

BLOC-NOTES

● **Urgent Amérique latine** : le n° 2 de ce mensuel d'information générale est paru ce mois d'avril. Il comporte notamment un excellent dossier sur l'éducation en Amérique latine, conçue comme moyen de contrôle de toute opposition ou revendication, et comme canal de pénétration impérialiste. Prix : 6 F. Pour souscription : 14 rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris (60 F pour douze numéros).

● **Bulletin de liaison - COBA** : le n° 1, polycopié, de l'organe de liaison des Comités pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football vient de sortir. Au sommaire : revue de la presse des quinze derniers jours sur la question, compte rendu de la 2^e coordination nationale des COBA, ainsi qu'un premier compte rendu d'activité des comités de province. En prime, des renseignements pratiques et des adresses pour le travail d'information et la campagne de popularisation du boycott. S'adresser au COBA, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris.

● **Bulletin CRIDEV** : le numéro spécial n° 12 est consacré entièrement aux journées d'études de Rennes qui se sont tenues sur le thème : « Quelle information sur le tiers monde ? » les 3 et 4 décembre 1977, à l'initiative du journal **Croissance des Jeunes Nations**, Mouvement tiers monde - Rennes, Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples (CRIDEV). Au dossier, des textes de synthèse et des comptes rendus d'intervention qui se situent dans une double perspective : 1^o) découvrir ce qu'est aujourd'hui l'information sur le tiers monde dans la presse française. 2^o) réfléchir au rôle que peuvent et doivent jouer les militants des groupes tiers monde pour améliorer l'information en France. Prix : 8 F. Publication trimestrielle du CRIDEV, 41 avenue Janvier, 35100 Rennes. Tél. : (99) 79-39-45 ou 30-41-29. Le dossier « Analyse de la presse française », actuellement épuisé, sera bientôt à nouveau disponible. ■

rena et Ignacio Quintana très critiques à l'égard de la ligne suivie par le parti.

Mais c'est dans les Asturies que devait avoir lieu le véritable coup de théâtre. Un incident qui en dit long sur l'âpreté du débat au sein du P.C.E. Une centaine de délégués à la conférence régionale — soit un quart des participants —, devait quitter la salle à la suite d'une « charge » dirigée contre la présidence, accusée d'avoir refusé la parole à un membre du Comité central favorable aux thèses « léninistes ».

Le « parti frère » de Catalogne

Le P.S.U.C. (Parti socialiste unifié de Catalogne) quant à lui constitue un cas à part dans la famille communiste espagnole. Le « parti frère » du P.C.E., selon le nouveau projet de statuts, conserve avec son homologue madrilène des « relations de totale identification », chacun des deux partis adoptant « les mêmes principes marxistes, la même ligne politique générale et les mêmes méthodes d'organisation ». Plusieurs membres du P.S.U.C. font partie du comité central du P.C.E., et réciproquement.

Cas à part, le P.S.U.C. l'est en effet. A preuve l'incroyable imbroglio qui a marqué la tenue de la conférence préparatoire au Congrès. Successivement, les congressistes ont adopté deux votes opposés donnant tantôt la majorité à la ligne de Carrillo, tantôt la majorité à ceux que, faute de mieux, on appelle en Espagne aujourd'hui les « léninistes ». Le 1^{er} avril en effet, soit très exactement une semaine après la conférence de Madrid, les communistes catalans, par 87 voix contre 81, votaient en faveur des thèses carrillistes. Le lendemain, les membres du comité exécutif du P.S.U.C., réclamant la liberté de vote du projet de nouveaux statuts, faisaient pencher la balance du côté des « léninistes ». Et, troublant, toujours par 87 voix contre 81.

Pendant toute une semaine, les tensions surgies au sein du P.S.U.C. se sont accrues au point que le président du parti communiste catalan, Gregorio Lopez Raimundo, et son secrétaire général, Antonio Gutiérrez, remettent leurs charges respectives à la disposition du comité central. Six membres du C.C. devaient finalement donner leur démission, après pourtant que tout l'exécutif ait été confirmé dans ses fonctions. Le compromis intervenu n'a pas, on s'en doute, résolu en quoi que ce soit le débat en cours. Les dirigeants de Catalogne en sont si conscients qu'ils ont appelé leurs militants à engager un vaste débat interne. Débat d'autant plus nécessaire qu'au-delà des clivages actuels — parti « marxiste-léniniste » ou parti « marxiste, démocratique et révolutionnaire » —, se pro-

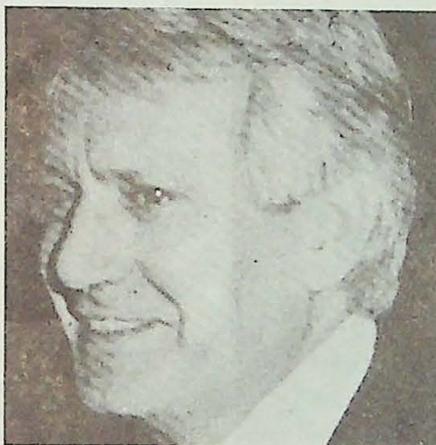
file, comme le rappelait Antonio Gutiérrez, tout le problème des relations futures entre le P.S.U.C. et le P.C.E. Les rapports actuels entre les deux organisations — que certains qualifient de rapports de dépendance —, iront-ils jusqu'à la tentation de la rupture ? Santiago Carrillo, qui

n'ignore rien du poids considérable des communistes catalans, devra user de toute la popularité dont il jouit et du charisme que tout le monde lui reconnaît pour convaincre les « contestataires » du bien-tondé du tournant amorcé.

V.M. ■

Jorge Semprun : « Autobiographie de Federico Sanchez »

Jorge Semprun, *Autobiographie de Federico Sanchez*, Barcelone, éd. Planeta, 1977, 350 pages.



Jorge Semprun.

Décidément, le genre autobiographique est bien difficile. Jorge Semprun vient de s'en apercevoir, lui qui aujourd'hui dans l'intelligentsia espagnole se voit dans le cas de décevoir ses amis et de ravir ceux qu'on croyait lui vouer une particulière inimitié. Offensant, parjure, irrévérencieux, iconoclaste, inopportun, passionné, le livre de Semprun ne choque vraisemblablement que parce qu'il refuse de composer avec la retenue qu'on prête généralement à ceux qui, comme lui, ont été, sinon élevés, du moins ont grandi dans l'appareil communiste. Ancien membre du Parti communiste espagnol, et responsable — puisque membre du bureau politique du PCE —, Jorge Semprun a vécu les longues années de la clandestinité sous le pseudonyme de Federico Sanchez. En choisissant de « parler », de se « mettre à table » en quelque sorte, Semprun ouvre un dossier sans aucun doute pénible. Un dossier qui est sa propre histoire mais aussi — surtout — celle du Parti communiste espagnol durant la pire époque du stalinisme. C'est dire le caractère explosif de l'entreprise. Elle n'a d'ailleurs pas manqué de susciter outre-Pyrénées les remous qu'on imagine.

Evoquer le PC espagnol c'est inévitablement évoquer son chef charismatique : Santiago Carrillo. Et le secrétaire général du PC espagnol est, tout au long de l'ouvrage, particulièrement malmené. « Carrillo incarne la tradition mythologique, le sang héroïque et stérile de cette tradition, les sanglants et misérables secrets et les feintes de la raison historique ». Certes, Carrillo n'est pas le seul qui subisse les foudres de Semprun. Ramon Tamames, Gregorio Lopez Raimundo, dirigeants du PSUC — le PC de Catalogne — ont droit à leur part de haine pour avoir trempé dans les « secrets de merde et de sang du parti ». Le scénariste de « Z », le film de Costa Gavras, de « La guerre est finie » d'Alain Resnais, l'auteur — en langue française — du *Long voyage* abandonne la fiction romanesque pour prendre la plume du polémiste. Dans le dialogue difficile qu'il entreprend de conduire sans complaisance, le roman que Semprun prétend écrire ne trompe personne. Ce livre est un roman dans la mesure où il n'est pas à proprement parler une Histoire du PC espagnol. C'est, avec la forme capricieuse du flash-back, la seule chose que l'ouvrage doive au genre romanesque.

Exclu, avec Fernando Claudin, du PCE en 1964, Semprun publie son livre à un moment où le débat parmi les communistes espagnols est particulièrement vif (voir ci-contre l'article de notre correspondante à Madrid). Utile, sans doute nécessaire, en tout cas écrit apparemment par son auteur comme si l'entreprise obéissait à une impérieuse nécessité, à un besoin irrépressible, le livre de Semprun (1) est un pavé dans la mare de l'eurocommunisme espagnol.

J. S. ■

(1) La traduction française de l'ouvrage paraîtra en mai aux éditions du Seuil.

Portugal :

Alvaro Rana : « le redressement de l'économie et l'avancée vers le socialisme ne sont pas incompatibles. »

Alvaro Rana, membre de la commission exécutive du secrétariat national de la centrale portugaise G.G.T.P.-IN répond aux questions de « Tribune Socialiste »

T.S. : Quelle est la situation actuelle des travailleurs portugais ? Salaires, emploi, conditions de travail ?

Alvaro RANA : La politique pratiquée par le gouvernement qui est tombé en décembre 77 est aussi responsable de l'aggravation des conditions de vie imposées aux travailleurs portugais, situation qui s'aggravera de façon catastrophique si se concrétisent les mesures préconisées dans le programme de gouvernement de la coalition PS/CDS, installée au pouvoir depuis février de cette année.

Trois facteurs essentiels vont contribuer à l'aggravation de la situation des travailleurs portugais :

D'abord l'augmentation vertigineuse des prix qui, en moyenne, ont monté en 1977 de 30 % (pour les produits alimentaires l'augmentation atteint 42,9 %), la diminution des salaires réels qui s'est traduite entre 76 et 77 par une réduction du pouvoir d'achat de 18 %.

Ensuite la réduction de la part du revenu national qui devrait leur revenir. En 1975 : 60,1 % ; en 1976 : 55,8 % ; enfin en 1977 51,7 %.

Le pourcentage attribué au facteur travail en 1977 est sensiblement inférieur à celui des deux années antérieures, avec le facteur aggravant qu'en 77, selon les données officielles, il y a eu une augmentation de 7 % de la productivité moyenne dont les travailleurs n'ont en rien bénéficié.

Enfin l'augmentation brutale des impôts qui touchent les travailleurs sans que l'on enregistre la même croissance de ceux qui retombent sur les capitalistes.

Entre 76 et 77, les impôts qui ont pesé sur les travailleurs sont passés de 49 millions de « contos » (1) à 69 millions de « contos » ce qui traduit une aggravation de 20 millions alors que les impôts qui ont atteint le capital ont augmenté pendant la même période de 6 millions.

En résumé la politique suivie se définit comme une politique d'intensification de l'exploitation. Si, par les

chiffres cités, se vérifie sans aucune ambiguïté possible que la situation économique des travailleurs s'est aggravée de façon insupportable, simultanément on note d'autres facteurs qui ont également eu de très lourdes conséquences pour les classes travailleuses. C'est le cas du chômage. En 77 le nombre d'emplois a diminué, en seulement 6 mois, de 34.000. A quoi

Paysanne au champ :
des conditions de vie qui s'aggravent.



s'ajoutent tous les ans les 60.000 jeunes à la recherche d'un travail...

Etant donné le problème du chômage, assez grave, du fait de l'existence de près de 500.000 chômeurs, la politique suivie en 77 a été clairement opposée aux intérêts des travailleurs. Car au lieu de créer des postes de travail comme y pousse le grand nombre de sans emploi, on a opté pour une politique de destruction des postes de travail.

En outre, il est important de prendre en compte que l'allocation de chômage au Portugal a touché en 77 à peine 30.000 travailleurs, ce qui revient à dire que moins de 10 % des chômeurs ont reçu cette allocation. D'autre part, dans les premiers mois de 77 on a enregistré plus de 32.000 licenciements.

Ces chiffres, dans leur nudité, donnent une petite idée de ce que fut la politique menée contre les travailleurs de notre pays en même temps qu'on enregistrerait la recrudescence de la répression patronale qui a ouvertement remis en cause les droits et avantages des travailleurs, surtout pour ceux qui remplissent des activités liées à la structure syndicale et qui, souvent, ont été victimes d'agressions de la part du patronat, avec l'indifférence des forces de l'ordre.

A la demande du patronat on a noté plusieurs interventions des forces policières qui ont réprimé et arrêté des travailleurs qui ne renoncent pas à agir pour défendre leurs droits légitimes. D'une manière générale ce fut dans ces conditions que les travailleurs se sont mobilisés pour faire face à une politique désastreuse qui a provoqué la ruine progressive du pays et a en perspective de répondre au désir inavoué de replacer l'économie au service des grands capitalistes et latifundiaires et à donner satisfaction aux intérêts et aux instructions dictées par l'impérialisme.

Et si ces objectifs n'ont pas été atteints on le doit fondamentalement à l'enthousiaste et ferme résistance menée par les travailleurs qui ont empêché la concrétisation de l'offensive déclenchée par voie administrative ou par voie répressive et qui en grande partie a été bloquée par leur action décidée dans la défense des conquêtes constitutionnelles, qui a permis que, à l'heure actuelle, se maintiennent encore les grandes conquêtes de la Révolution d'avril.

Et, c'est un fait incontesté, que le maintien, pour l'essentiel, des grandes transformations opérées dans le pays : les nationalisations, la réforme agraire, le contrôle ouvrier, a été uniquement rendu possible par la forte et constante mobilisation des classes travailleuses qui ont su trouver les façons de renforcer leur unité et leur organisation, mettant en échec les forces qui fomentaient la division (et mener le combat et faire échec aux objectifs de leurs ennemis de classe).

T.S. : Que pense la CGTP-IN du nouveau gouvernement Soarès ?

A.R. : Face au nouveau gouvernement de coalition PS-CDS nous considérons que sa composition politique signifie un privilège à la confiance du grand patronat et de l'impérialisme, à l'augmentation de l'exploitation et au boycott de l'application de la Constitution.

L'analyse du programme présenté par ce gouvernement mène à la conclusion que sa politique se traduira par une aggravation encore plus grande du coût de la vie, par la poursuite du blocage des salaires, par l'augmentation du chômage, par les attaques contre beaucoup de grandes conquêtes de la révolution, par l'augmentation de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, par l'acceptation des conditions du FMI (Fonds Monétaire International) qui constituent une orientation pour la politique économique du nouveau gouvernement par le « gel » du projet de transition au socialisme contre ce qui est consacré dans notre Constitution.

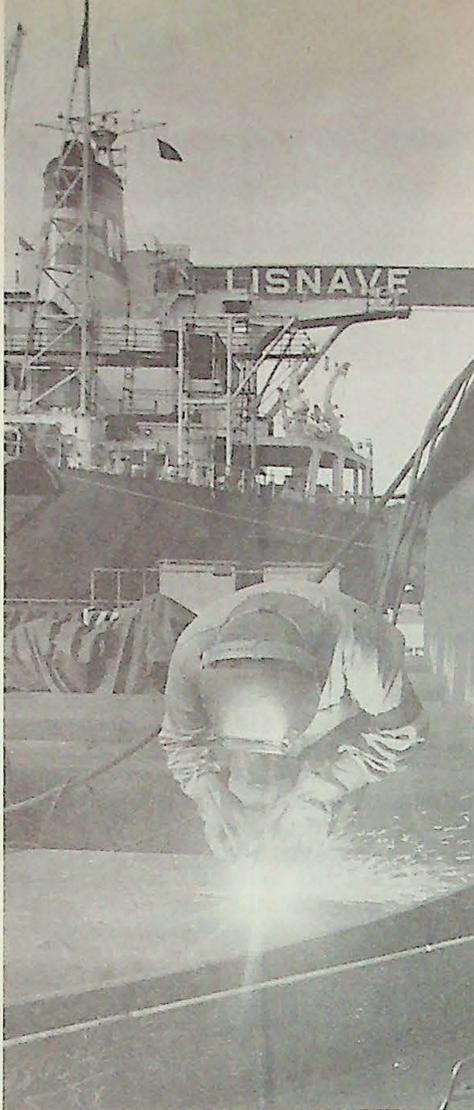
Dans la pratique ce gouvernement essaiera de poursuivre la politique déjà entamée par le gouvernement précédent.

Cependant, bien que nous considérons qu'un gouvernement de coalition avec le CDS représente indiscutablement une nouvelle et dangereuse situation, la CGTP-IN, tout en étant consciente des périls et des menaces qu'implique la formation d'un tel gouvernement, reste confiante dans la juste perspective que, dans les conditions nationales, aucun gouvernement ne fait absolument ce qu'il veut, que tout gouvernement verra sa politique d'autant plus contenue et conditionnée que sera plus unie et organisée la lutte et la résistance des travailleurs et que sera plus solide l'unité de tous les travailleurs et de toutes les forces qui défendent la démocratie.

T.S. : Comment s'effectue la remise en cause de certains droits et avantages acquis par la Révolution d'avril ?

A.R. : La violation de certains droits conquis par les travailleurs depuis la Révolution d'avril s'effectue par le non accomplissement de la Constitution où ses droits sont clairement consacrés.

Sont violés les droits à l'organisation et à l'action syndicale dans un grand nombre de lieux de travail. Sont renvoyés, poursuivis et pénalisés un nombre considérable de dirigeants, délégués et militants syndicaux. Sont violés les principes constitutionnels de l'organisation et de la gestion démocratiques et de l'autonomie des associations syndicales. Sont constantes les interventions et ingérences du gouvernement et de l'appareil d'Etat dans le mouvement syndical, visant à favoriser la création d'organisations



Ouvriers portugais :
en un an, un pouvoir d'achat diminué de 18 %.

parallèles et l'émiettement syndical. Est violé par le patronat et par le gouvernement le droit de grève et n'est pas respectée par le patronat l'interdiction du « lock-out ». Est violé le droit de libre négociation collective. Est violé le droit de participation des travailleurs dans l'élaboration des lois du travail. Est violé le droit de participation des travailleurs dans la gestion de la Sécurité Sociale, par la mise à l'écart de leurs représentants ainsi que d'autres organisations qui visent à satisfaire les intérêts des travailleurs. Est systématiquement récusé le droit de temps d'antenne à la T.V. et à la radio au mouvement syndical, droit expressément consacré dans la Constitution.

T.S. : Quels vont être les axes et les principes d'action de la CGTP-IN dans les prochains mois ?

A.R. : Prenant en compte la situation politique et les conditions concrètes de notre pays, nous préparons une grande action de mobilisation et d'organisation qui engagera les travailleurs portugais sur divers fronts de lutte et autour des objectifs suivants :

- exigence du respect absolu de la Constitution de la République, dans l'application et l'accomplissement rigoureux de ses normes, combat contre toutes les tentatives ouvertes ou

camouflées de procéder à sa révision, révocation ou annulation pratique ;

- défense et consolidation des grandes conquêtes de la révolution ;

- reconnaissance et garantie de l'exercice effectif des droits des travailleurs et de leurs organisations de classe ;

- reconnaissance et définition d'une politique de Sécurité sociale en accord et avec la participation des associations syndicales ;

- reconnaissance et garantie du droit au travail et à la sécurité de l'emploi ;

- reconnaissance et garantie de la liberté de négociation collective ;

- défense du pouvoir d'achat des travailleurs et des couches sociales aux plus bas revenus.

Dans ce sens, le secrétariat de la CGTP-IN est mandaté pour mettre en pratique toutes les actions considérées comme nécessaires, essentiellement, au moment jugé opportun, de définir et fixer une journée de lutte nationale, reposant sur l'analyse de la situation sociale et politique, en vue de défendre les intérêts des travailleurs...

La CGTP-IN orientera et organisera le juste mécontentement des classes travailleuses sur plusieurs fronts de lutte en utilisant tous les droits constitutionnels comme unique façon à la portée des travailleurs qui puisse empêcher l'augmentation du chômage et du coût de la vie, la remise d'entreprises au patronat saboteur, la violation des droits et libertés des travailleurs et, mettre fin à l'arbitraire et à la répression et défendre les intérêts nationaux comme le détermine la Constitution.

Pour les travailleurs portugais, pour la CGTP-IN qui sont les principaux intéressés à un véritable redressement économique et financier du pays il y a un point fondamental : à savoir que ce redressement de l'économie et l'avancée vers le socialisme ne sont pas des réalités incompatibles. Bien au contraire, l'accomplissement du projet de transition au socialisme fixé dans notre Constitution est la condition indispensable pour la résolution de la crise dans laquelle se débat notre pays.

Conscients de leurs droits, les travailleurs portugais renforceront leur unité et unis dans l'action autour d'objectifs concrets, ils trouveront le chemin sûr, dans le grand front de lutte par la défense de la liberté, de la démocratie et de la Constitution, voie qui lui garantira la résolution des difficiles problèmes des conditions de vie qui leur sont imposées et qu'ils ont stoïquement supportées et ils sauront ouvrir les portes d'une société plus juste et plus digne à laquelle ils aspirent, la société socialiste.

Propos recueillis
par Antonio MARQUES ■

(1) N.D.L.R. : Un « Conto » = mille escudos (un escudo équivaut à 0,125 FF).

Jean-Pierre Faye : « Le tribunal Russell ? Une fonction d'analyseur... »

Par quelle imposture du langage la
Constitution allemande limite-t-elle les droits
des individus au lieu de les protéger ?

T.S. : Quelles sont les principales raisons qui ont motivé votre participation au tribunal Russell ?

J.-P. FAYE : Le point de départ se place au début de novembre. A ce moment-là, des motivations assez générales : d'abord mes liens avec la perspective du tribunal Russell se situent de manière globale (déjà au Portugal, nous avons fait une enquête sur l'étouffement de la révolution portugaise, le piège du Portugal). Mais fin novembre, il y a eu les événements de Stammheim et ce fut une motivation seconde, beaucoup plus virulente. Depuis que je suis ici, je perçois une motivation plus profonde en fait que toutes celles-là. La tragédie de Stammheim et l'expulsion de Klaus Croissant, ce sont la partie visible de quelque chose qui a lieu dans les soubassements et qui affecte la vie quotidienne de milliers de citoyens. D'une certaine façon, son processus échappe en partie à ceux-mêmes qui en sont les victimes. Il réside dans un extraordinaire détournement du discours politique à partir de prémisses qui paraissent claires, mais dont le sens s'est entièrement inversé à partir d'une date qu'il n'est pas tellement facile de préciser. Elle se situe autour du « Radikkalenerlass » en 1972 ou décret sur les « extrémistes ». Que s'est-il passé ? Le problème des interdictions professionnelles, c'est la surface visible la plus étendue du processus qui trouve ses effets extrêmes dans le problème des prisons.

T.S. : Comment résumeriez-vous ce « qui s'est passé » ?

J.-P. F. : En 1949, une tentative est faite par les survivants de la résistance antifasciste allemande pour poser les bases d'une démocratie en Allemagne. Leur préoccupation a été de trouver un discours politique qui n'ait pas la froideur et le formalisme de la Constitution de Weimar, qui fasse référence aux « valeurs » auxquelles le citoyen de cette société nouvelle, sortant des ruines du troisième Reich, serait attaché ; ce qui était, dans leur esprit, un effort pour donner des raisons de combattre le fascisme, s'il allait renaître.

Mais certains énoncés qui courent au long de la Loi Fondamentale de la RDA vont, à partir des années 70 (non sans racines dans les années antérieures, bien entendu) se trouver totalement renversés par tout autre chose. Ce qui surgit est un discours sur la fidélité qui est due, en apparence, à la Constitution, mais en fait, derrière cette Constitution, à l'Etat.



Poster sur le tribunal.

Là, quelque chose échappe en grande partie à la conscience contemporaine allemande : c'est que la notion d'une « fidélité à la Constitution » n'a aucun sens si on a conscience de ce que sont les prémisses des révolutions politiques en Occident, Révolution française ou Révolution anglaise, etc. Quand un peuple se donne une Constitution, c'est au « prince » qu'il demande de jurer fidélité, parce que la Constitution est faite pour limiter les pouvoirs du prince — du roi ou de son ersatz (dans le III^e Reich, le *fuhrerprinzip*).

Mais, tout au long des années 70, on voit naître et s'étendre un discours

politique qui paraît évident à la très grande majorité de l'opinion et qui n'est pas entièrement perçu par ceux-mêmes qui en sont les victimes, dans son absurdité fondamentale. Il interroge : « êtes-vous prêt à déclarer votre allégeance à la Constitution ? » Celle-ci devient donc un moyen de limiter les droits de l'individu, alors qu'elle est faite pour protéger les droits de l'individu contre l'arbitraire du pouvoir, contre ceux qui exercent la violence d'Etat.

Cette notion de « *Verfassungstreue* » (1), cette notion même de *treue* est totalement médiévale, féodale ; elle est traduite souvent ici chez les interprètes par le mot « allégeance » : c'est une résurgence hypocrite d'une vieille notion nazie qui vient du Haut Moyen-âge féodal, la notion de « *gefolgschaft* », l'allégeance du vassal au suzerain. On demande à chaque citoyen de faire allégeance de vassal à suzerain... Une infirmière travaille dans un hôpital, on lui dit : « vous avez été vue en train de distribuer un tract maoïste... » Un tract pacifiste, ou la simple présence à une réunion publique contre le service militaire, ou contre la guerre au Vietnam, ou contre le coup d'Etat au Chili, ou simplement contre les interdictions professionnelles-mêmes peuvent suffire. Désormais, on va questionner pendant des heures, pendant des semaines, pendant des mois, le « suspect ». Pour lui dire : « il faut que vous nous aidiez à lever les doutes que nous avons sur votre allégeance à la Constitution » (c'est-à-dire, en fait, au pouvoir de l'Etat).

Ces formes de couverture tombent parfois et laissent passer quelque chose de beaucoup plus cynique, de beaucoup plus brutal ; tel sénateur de Berlin dira crûment : j'ai fait telle déclaration, est-ce que vous êtes prêt à montrer votre loyauté, votre allégeance à ma déclaration ? Là, cela devient clair, c'est le suzerain qui parle — par la bouche d'un sénateur SPD. Résultat assez ironique, si l'on pense que c'est le parti fondé par Liebknecht et Bebel !

Un stéréotype extraordinaire revient sans cesse : « l'ordre fondamental libre et démocratique »... Voilà les quatre lettres saintes auxquelles il faut prêter serment d'allégeance, comme le baron à son Seigneur. Tout au long des heures d'audition, ramassées dans les témoignages portés devant le tribunal Russell, cette formule est répétée rituellement. Il vaut la peine de s'efforcer de faire percevoir à la conscience contemporaine allemande une perversion du discours aussi extraordinaire, appuyée sur une opération de couverture du langage « démocratique » (comparable à ce que sont les opérations de couverture dont bénéficie la CIA dans d'autres pays, à travers le syndicalisme...), un processus qui fonc-

tionne fort bien pour consolider les appareils d'Etat dans leurs fonctions les plus violentes, les plus oppressives — et c'est ce que tente le groupe allemand qui a fait appel à la Fondation Russell pour constituer un « Tribunal III ».

T.S. : Certains groupes ont demandé au tribunal de prendre position et de soutenir les gens qui font la grève de la faim. Vous avez accepté, à titre personnel, d'aller à Stammheim dans la délégation qui essaiera de rendre compte, sur place, des conditions de détention. Pourquoi ?

J.-P. F. : Dans le jury international composé des membres non Allemands, il y a plusieurs tendances, il faut bien le dire. Le conseil consultatif allemand est l'élément le plus exposé à des repréailles politiques, professionnelles ou autres. Quand tout le monde sera rentré chez soi, à Londres, à Paris, en Irlande, à Oslo, eux, resteront là. Ils ont donc une stratégie raisonnable pour essayer de faire que l'enquête du tribunal Russell reste crédible pour une fraction assez large de l'opinion. Ce qui n'est pas directement mon problème ; ce n'est pas non plus celui de certains des membres du jury, en particulier des écrivains anglais qui en font partie.

Ainsi le jury en est venu à décider de constituer un sous-comité qui allait dès maintenant, sans attendre la session de janvier, poser le problème des prisons. Un pas de plus a été franchi : à titre individuel, certains des membres, le juré irlandais et les deux Anglais et aussi moi-même, nous avons émis le souhait d'aller à Stammheim essayer de parler avec Croissant. Finalement, les deux bouts de la chaîne se renouaient. Car ce qui m'avait motivé en novembre, c'était les événements de Stammheim et ce second événement de Stammheim, plus éclatant que tous les autres : l'enfermement de celui qui défendait les prisonniers, et sa livraison par le gouvernement français, dans des conditions de servilité ou de vasselage économique-idéologique, d'allégeance — de « treue » ! — tout à fait écœurantes et humiliantes, pour ceux que Nietzsche appellerait des Européens libres...

Je ne sais si c'est un langage qu'on peut encore évoquer, étant donné qu'entre temps est née « l'Europe des libertés » dont vous avez vu l'apparition céleste... Ce voyage à Stammheim, s'il a lieu bientôt, sera un prolongement de cette session du tribunal Russell. Mais il est normal que le bouclier qu'essaye de constituer le conseil consultatif allemand (l'ensemble des personnalités allemandes engagées dans cette session) les incite à une certaine réserve. Car ils sont chaque jour accusés dans la presse d'être des « agents du terrorisme », d'être des poseurs de bombes... Un



Séance du tribunal Russell.

écrivain paisible comme Ingeborg Drewitz a connu des perquisitions à domicile, deux fois : on ne cherchait pas des bombes, on cherchait des papiers, on fouillait ses manuscrits, ses romans... Ils subissent tous les jours le feu roulant d'une campagne de calomnie et de délation, de diffamation incroyable et en même temps de silence sur les motivations réelles de ce petit travail d'enquête à partir de cas très simples.

Une jeune fille, institutrice dans une petite ville de Bavière, parce qu'elle faisait partie d'un groupe pacifiste, se trouve radiée ; alors le processus la questionne sur son allégeance, etc. De jeunes avocats stagiaires, parce qu'ils avaient signé un tract posant le problème de la torture, se trouvent radiés. Un autre, parce qu'il avait remplacé l'un des avocats de Baader (lui-même récusé) et donc mis en première ligne, presque d'office, se trouve maintenant radié du Barreau, bien que son père soit un haut magistrat, venu d'ailleurs de la Résistance.

Le problème des Berufsverbote (des interdictions professionnelles) nous a fait peu à peu gravir tout cet escalier jusqu'aux prisons. Et aujourd'hui, pour terminer, il y avait les interdictions professionnelles fonctionnant à travers l'appareil syndical. Processus des plus étranges : l'appareil syndical, dans certains cas, joue un rôle de délation de première instance dans la répression, souvent réfuté par le tribunal suivant, le vrai tribunal judiciaire. Mais alors l'autorité administrative et le syndicat font bloc cette fois contre l'institution judiciaire pour maintenir l'interdiction professionnelle.

Ajoutons en sens inverse que le tribunal Russell a été soutenu par une grande campagne de signatures, parmi lesquelles 176 écrivains.

T.S. : Qu'est-ce que change l'intervention du tribunal Russell ? On entend dire parfois : les cas qui sont soumis au tribunal Russell sont connus. Est-ce que la fonction du tribunal Russell est simplement de populariser ces cas, de les

faire retentir devant l'opinion publique internationale ? Est-ce que les choses apparaissent sous une lumière neuve ? Si oui, laquelle ?

J.-P. F. : Cela fonctionne comme un analyseur. J'avais lu le livre de Coblentz, on en avait parlé en décembre, j'avais l'impression de savoir tout... Au début j'avais l'impression de redondances, de répétitions. Mais finalement, à chaque cas, j'ai vu fonctionner quelque chose de nouveau. Et c'est seulement à travers tout cela que, tout à coup, ce discours s'est démonté à mes yeux. Je pense que ce qui opère pour moi, individuellement, joue à l'échelle globale. Ce n'est pas seulement une grosse caisse ou un porte-voix (d'ailleurs en tant que porte-voix, il n'est pas servi, la grande presse mondiale ne s'est pas beaucoup déplacée pour écouter, alors qu'elle avait là une excellente occasion de voir justement : on faisait le travail pour elle...). Une fonction d'analyseur quand durant quatre jours d'écoute, seize personnes sont là, venant de onze pays, il y en aurait eu douze si Otelo était venu. Et tout ce travail préparatoire, le fait d'avoir les documents écrits en face de soi, en plusieurs langues (et les entendre tantôt en anglais, en allemand ou en français est extrêmement intéressant : on voit jouer sous tous leurs angles ces concepts juridico-judiciaires et répressifs). Vraiment l'on voit le dessous d'un appareil d'Etat tout à coup se dénuder. Cela, on ne peut le faire tout seul en face d'un bouquin, enfermé entre quatre murs. Devant la pile de ces documents, je ne verrais pas le centième de ce qui m'a été donné là. Comment est-ce que cela va être refourni à l'opinion publique, et aussi aux militants, pour qu'ils en retirent un degré supplémentaire de conscience ? Un opérateur s'est construit pour peu de jours, qui va être remis au placard en partie, mais dont on peut utiliser le travail.

Propos recueillis par
Liliane CRIPS,
Philippe IVERNEL
et Sabine CORNILLE ■

les armes de la critique



* IL M'EST DOULOUREUX D'AVOUEUR QUE JE NE GOÛTE PAS PARTICULIÈREMENT LA COMPAGNIE DES HABITANTS DE PARIS.

Les croquantes et les croquants

● Claude Duneton, Parler croquant, Paris, Stock+Plus, 1978, 325 pages, 20 F.

La « trane », le « bégoe », une « ai-

guillade », une « bassière », un « ban-chou », un « buffadou », la « bujade ». Autant de noms aujourd'hui oubliés. « Marander », « goyer » : des verbes

BIOGRAPHIE : GEORGES HAUPT

L'abondance de matière à publier dans T.S., due à la situation politique, ne nous a pas permis d'évoquer jusqu'ici la figure du grand historien du socialisme qu'était Georges Haupt, disparu voici quelques jours. C'est ce que nous faisons aujourd'hui.

L'un des meilleurs historiens du mouvement ouvrier international, Georges Haupt est mort le 14 mars à Rome, à l'âge de 50 ans. C'est une perte énorme pour tous ceux qui étudient l'histoire de ce mouvement. Spécialiste de l'histoire de la II^e Internationale, il a publié une série d'ouvrages qui permettent de mieux connaître cette période. Né le 18 janvier 1928 à Satu-Maré en Transylvanie (Roumanie), déporté en 1943, à l'âge de 15 ans, il a passé deux ans dans les camps d'extermination nazis, à Auschwitz et à Buchenwald. Libéré en 1945, il a adhéré au Parti communiste roumain et a entrepris des études d'histoire à l'Université de Leningrad, où il a obtenu en 1954 le grade de candidat de sciences historiques. Directeur de la section d'histoire moderne de l'Académie de sciences de Bucarest, il a enseigné en même temps à l'école centrale du Parti communiste. Après les révélations du XX^e congrès du P.C. U.S., il a décidé d'émigrer en 1958. Il a débarqué à Nice, demandé aussitôt l'asile politique en France, tout en refusant de renier ses opinions. Chef de travaux à l'École pratique des Hautes Etudes, il a passé sa thèse de doctorat en 1962 sur la II^e Internationale. Il a été élu en 1968 directeur du Centre d'Etudes sur l'U.R.S.S. et l'Europe Orientale.

Il a été invité à enseigner à plusieurs Universités étrangères. C'est en revenant de Rome qu'il s'est écroulé à l'aérodrome, pris d'un malaise cardiaque, avant de prendre l'avion pour Paris. Il a été maître à penser et directeur de recherches de très nombreux historiens. Il a participé aux colloques sur Jaurès (1964 et 1976), sur sociologie et révolution (1970), sur la Commune de Paris (1971), sur Rosa Luxembourg (1973), sur les intellectuels russes au tournant du siècle (1978), ainsi qu'à la conférence internationale des historiens du mouvement ouvrier.

Il a publié la *Correspondance entre Lenine et Huysmans* (1963); « La II^e Internationale » (1964); « Le Congrès manqué » (1965); « Bureau socialiste international » (1969); « La II^e Internationale, et l'Orient » (1967). Il a préparé à la publication « La correspondance de Karl Kautsky avec les socialistes balkaniques ».

Georges Haupt a préfacé le choix de la « Correspondance de Rosa Luxembourg » (1976-77), des textes sur « Les marxistes et la question nationale » (1974), les études de Roy Medvedev sur le « Stalinisme » et « La Démocratie socialiste » (1972).

Il a rendu des services immenses et apporté une contribution parfois décisive à la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier international.

V. F. ■

dont la mémoire s'est faite oublieuse. On n'en finirait pas d'évoquer ces pittoresques mots dont se souviennent encore seulement les vieux du pays d'Oc, d'Occitanie. Ils sont huit millions — on semble trop souvent l'oublier — ceux pour qui être « pinpigne » se dit d'un enfant qui fait le difficile pour manger, être « avayon » signifie être fier, arrogant, prétentieux. Jamais sans doute on n'aurait songé, voici quelques années, en Corrèze par exemple, appeler un « gode » un étang, ni un « brabant » une charrue. Pourquoi ? Pour la même raison qu'au seizième siècle on ne pouvait pas se penser autrement que chrétien. Entendez : parce que c'était proprement *impensable*. Parce qu'on ne pense que dans sa langue maternelle. Parce qu'on ne goûte vraiment bien qu'elle. Qu'il y a des mots intraduisibles. Des mots qu'on ne pense pas mais qu'on savoure, qu'on mange littéralement. Dans le petit village où Claude Duneton a passé son enfance, en Corrèze, justement, on disait familièrement : « la gode de la terre commune » pour désigner ce lieu où l'on faisait boire les vaches, où l'on entendait chanter le soir les grenouilles, où l'on jouait. Dire « la mare de la terre commune », écrit Duneton, c'est presque ridicule, c'est comme si on appelait un chat : *Médor*. C'est pourtant à quoi nous a habitué l'école. L'accès de tous à l'institution scolaire s'est soldé avant tout par une véritable colonisation des esprits. Comme jadis on apprenait aux petits Algériens ou aux petits Ivoiriens que leurs ancêtres étaient Gaulois, l'école de Jules Ferry a persuadé les petits Landais ou les gosses d'Albi des vertus sublimes du beau parler de la Marquise de Sévigné. A telle enseigne que personne ne s'étonne plus aujourd'hui d'apprendre, dès l'école élémentaire, à prononcer docilement, au mépris de ses propres habitudes, les morceaux choisis de notre littérature nationale... avec l'accent de « la bonne société parisienne ». Rimbaud supporterait-il donc si mal l'accent de Toulouse ? Verlaine celui de Mont-de-Marsan, et l'affreux Malherbe l'accent rocailleux du Navarrenx ? C'est en tout cas ce que des générations entières de potaches ont appris, apprennent toujours.

L'ouvrage de Duneton, récemment réédité en collection de poche, est tout le contraire d'un livre austère. L'auteur de *Je suis une truie qui doute* le contraire d'un universitaire jargonneur. Tous ceux — et ils sont nombreux — qui ont eu à connaître, et à subir, la pénible épreuve d'être amputés d'une part d'eux-mêmes grâce à l'affection de la Sainte Ecole laïque et républicaine trouveront dans ce livre, calme et passionné, de quoi méditer.

J. S. ■



Etron fou.

Demain, la fête !



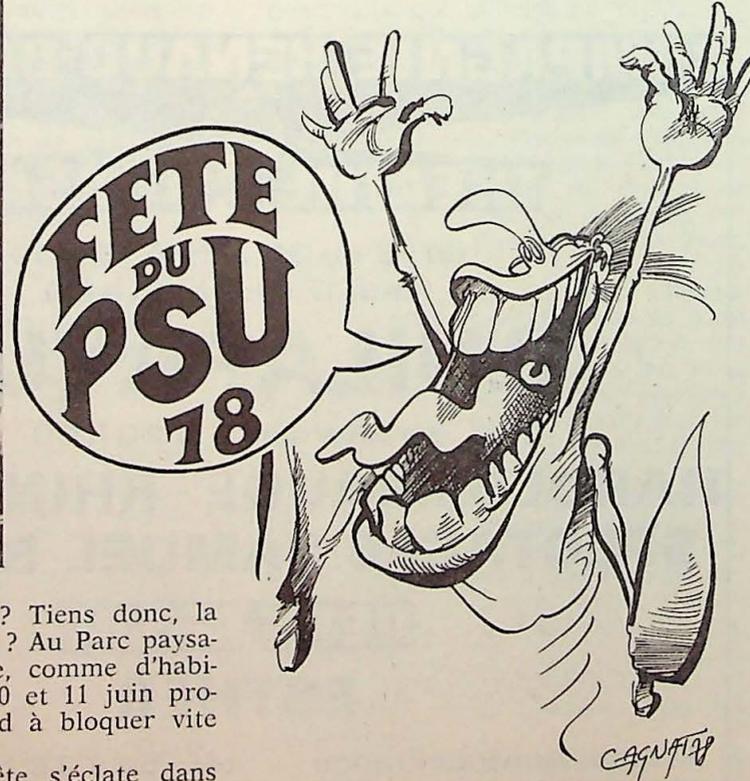
Ballets d'Afrique.



Ripoche.

Quoi de nouveau ? Tiens donc, la fête du PSU ! Où ça ? Au Parc paysager de la Courneuve, comme d'habitude. Quand ? Les 10 et 11 juin prochains : un week-end à bloquer vite fait sur son agenda.

Cette année, la fête s'éclate dans



tous les styles, dans tous les sens : musique, chanson, théâtre, café-théâtre, danse. Elle sera en outre marquée par une animation importante, politique et culturelle, centrée sur l'Amérique Latine.

Une innovation : les différentes scènes de la fête ne sont plus réservées à des genres spécifiques (comme le jazz au théâtre de verdure, ou le café-théâtre sous le chapiteau), mais accueilleront chacune des spectacles différents. En vrac :

- *Sur le grand podium* : rock, jazz, musique kabyle avec Djurdjura ; les grands ballets d'Afrique noire ; folk avec Malicorne et Roger Mason ; de la chanson : Mama Béa Tekielski, Claude Nougaro ; Michel Ripoche et son violon...

- *Au Théâtre de Verdure* : de la chanson encore, et du jazz (beaucoup et du bon) : Frank Wright, ce vieux routier du free en mariage détonant avec le plus classique trio Arvanitas ; le quartet François Janneau, Henri Texier ; du rock avec Etron fou ; de la pop avec Majhun...

- *Sous le chapiteau* : le théâtre Emporté ; de la chanson avec Jacques Bertin ; du café-théâtre avec France Léa, Font et Val, et Guy Bedos, et encore du folk, et encore du jazz...

Pendant ce week-end, pas question pourtant d'oublier la Coupe du Monde de Football en Argentine : ces mêmes 10 et 11 juin se dérouleront d'ailleurs les matches préliminaires. Un bon nombre d'artistes argentins exprimera ce qu'est réellement le pouvoir en Amérique latine et le sort réservé à ses peuples. Parmi eux : Tiempo Argentino, le groupe Hector Pavez, Daniel Viglietti, la troupe de théâtre *yes, tenemos bananas*. Ils évolueront dans un espace conçu par des plasticiens, des architectes, des peintres et des sculpteurs immigrés d'Amérique latine qui travaillent avec des militants du PSU. L'animation artistique et musicale sera étroitement liée à l'animation politique.

Ce n'est pas tout : plusieurs podium décentralisés seront ouverts aux fédérations régionales. Des ateliers musicaux seront mis en place par Narada, un groupe de musiciens rompus à cette expérience et possédant une collection d'instruments très variés. Egalement des jongleurs, des bateleurs, des artisans et, de plus en plus, la possibilité de faire vous-même votre fête...

Pour prendre contact au PSU, s'adresser à Michel Martin, Tél. 783.24.78. Pour le service de presse, s'adresser à Béatrice Soulé et Nicole Higelin, 10, impasse Chandon, 75015 Paris, Tél. 531.79.64 et 533.77.52.

Enfin, la commission Femmes du PSU demande à tous les groupes et associations du Mouvement des Femmes qui désirent tenir un stand à la fête dans l'espace « femmes » de se faire connaître au plus tôt auprès de la commission Fête du PSU. ■

Paul Nizan : la foi et la dissidence

La mise en scène de "La Conspiration" ressuscite un écrivain dont il est difficile d'oublier qu'il était aussi un militant.

Paul Nizan ? Un nom presque effacé : celui de l'écrivain. Un nom qu'on ressuscite : celui du militant dont, pendant la guerre d'Algérie, un groupe clandestin d'action révolutionnaire se fit un drapeau. Le premier pourtant ne mérite pas plus l'oubli que le second.

D'ascendance bretonne, élevé au sein d'une petite bourgeoisie provinciale, Paul Nizan manifeste très tôt une conscience aiguë de la nécessité de l'action. Ce n'était pourtant pas ce qu'on lui avait appris : l'Université, l'École normale et l'agrégation procurent en général aux jeunes intellectuels le doux repos de la profession de *penneur* et de *théoricien*. Poing sous le menton et regard dans le vague, on refait le monde, mais de sa chambre. Cette bonne conscience — ou cette fausse mauvaise conscience des écrivains « engagés » de loin — ne sied pas au futur prix Interallié : « *Les lycéens développent une seule chose : leur vanité* » fera-t-il dire, plus tard, à l'un des personnages de *La Conspiration*. Nizan n'est pas aveugle : Mussolini, Franco, Hitler ; tout ça, c'est du présent. Du présent à combattre en corps à corps. Dès lors, pour le petit jeune homme de Tours, la seule solution sera l'adhésion à la cause communiste. Parce que, dit-il, dans *Le cheval de Troie*, « *On ne peut vivre qu'au sein d'un mouvement qui accuse le monde* ».

Credo critique

Ses rapports avec le communisme tiennent du *Credo* : Nizan les vit avec foi et passion, refoulant en lui le complexe d'être un érudit qui s'occupe du peuple. S'il lui arrive de se bercer de rêveries humanitaires sur un monde meilleur, il est avant tout un être de combat concret : « *On ne sauve pas les hommes avec des discours* », dit-il en s'inspirant de Platon. Tout au service du prolétariat, Nizan affirme de plus en plus avec les ans sa volonté de mettre à bas l'ordre établi. Mais il ne se contente pas d'agir avec le Parti. *Credo* oui, mais *Credo* critique :

une méfiance à l'égard de tous les maîtres, quels qu'ils soient, l'empêche d'avoir une vie facile à l'intérieur de la Grande Famille. Esprit lucide et vigilant, Paul Nizan ne se retranche pas derrière sa carte de membre du PCF et refuse de se soumettre à la raison d'Etat qui y sévit. Il y a en fait deux Nizan : un homme de certitudes et un homme de doute ; l'un combattant l'autre. Hanté par la solitude et le désespoir, il s'accroche aux lignes du Parti : son culte pour Staline et le peu d'effet produit sur lui par les procès de Moscou le montrent assez bien. Mais l'appareil bureaucratique va se détraquer et le mener à la rupture. Le pacte germano-soviétique, c'est la Grande Cause qui se trahit d'elle-même et Nizan est l'un des premiers à dire *Non!*. Il n'est toujours pas aveugle.

Cet itinéraire, on le retrouve dans ses livres. Paul Nizan a fait de la lit-

térature un acte révolutionnaire ; plus que Sartre et Malraux. Son combat contre les structures de la société bourgeoise colonialiste a donné *Aden Arabie* (1931), *Les chiens de garde* (1932) et *Antoine Bloyé* (1933) ; son expérience de professeur militant a été la source du *Cheval de Troie* (1935) ; et c'est son malaise de jeunesse, cette douloureuse impression d'être assis entre deux chaises quand on est un *intellectuel communiste* qui lui a fait écrire *La Conspiration* (1939).

Empêcher les gens de dormir tranquilles

Tué lors de la bataille de Dunkerque en 1940, Paul Nizan laissait derrière lui une œuvre où tous les combattants futurs pourraient venir puiser. Il disait de la littérature révolutionnaire qu'elle « *n'était pas une littérature de facilité* » et qu'elle avait pour but d'« *empêcher les gens de dormir tranquilles* ». En ne s'autorisant aucun divorce entre l'apparence et l'être, Nizan a voulu tracer un chemin pour l'avenir. Ça lui a coûté beaucoup, et l'effondrement de ses espoirs en 1939 est peut-être sa véritable mort.

Fabian GASTELLIER

Paul Nizan : bibliographie : *Aden arabie* (préface de J.-P. Sartre), « Petite coll. Maspero » ; *Les chiens de garde*, « Petite coll. Maspero » ; *Antoine Bloyé*, Grasset ; *Le Cheval de Troie*, livre de poche ; *La Conspiration*, livre de poche ; Nizan, *Intellectuel communiste* (écrits et correspondance de 1926 à 1940), « Petite coll. Maspero » ; *Les matérialistes de l'antiquité*, Maspero, coll. « Textes à l'appui ».

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

du 18 au 30 avril à 18 h 30
lundi 17 avril à 20 h 30

QUILAPAYUN

en alternance à 20 h 30

HAROLD ET MAUDE - RHINOCEROS
SPECTACLE SAMUEL BECKETT

PETIT ORSAY

ESTHER

7, quai Anatole-France - tél. 548.38.53 et agences

Refuges

Un seul mot d'ordre : boycottez l'information télé et vautreZ-vous dans les programmes !

Il y en a sûrement quelques-uns parmi nous qui en ont marre et remarre des discours emmêlés faits par les journaloux des télé et des radios sur la pseudo « ouverture », d'ailleurs avortée lamentablement, et qui — de toute manière — n'avait même pas la saveur d'un pipi de chaton.

Il y en a aussi un certain nombre qui n'avaient rien fait, ce qui s'appelle rien, pour mériter le retour de « Raymond » sur les écrans, et supporter à nouveau ses mines confites et paperlards de petit-bourgeois trop bien nourri dans les cuisines de la grande finance ou de l'Etat-Udf.

Il y a encore tous ceux qu'irritent au-dessus de tout les références enflées au « président », redevenu la source du tout et du rien après l'épisode des élections législatives ; Giscard embrassant les-enfants-de-la-marée-noire, Giscard dévalant les-pistes-de-Courchevel, Giscard « l'Européen », Giscard l'« Africain ». Une France molle, vaguement insatisfaite et frileusement centriste, n'aurait-elle plus — comme mètre-étalon de son actualité — que les moindres dérangements digestifs de l'auguste Valéry ?

Nous nous sommes compris peut-être : il n'y a pas plus de place pour nous, nos attentes et notre sensibilité dans les journaux télévisés qu'il n'y en avait il y a quelques semaines. Le contraire eût été étonnant. Mais le chagrin et la pitié restent aux contours de l'estomac, et la rage rôde quelque part dans le ventre, manquant encore de débouchés. Ça devrait venir avec les beaux jours. Ou, comme d'habitude, en octobre.

Dégoulinant

En attendant, il y a le reste des programmes. N'ouvrir le poste qu'à 20 h 30, après les feuilletons, la bouillie des infos « Ile de France », les sinistres *Eh bien raconte* de « Tf 1 », les débiles *Top Club* de Guy Lux, et les journaux aux effluves gaullistes de « Tf 1 » ou giscardiennes « d'Ant. 2 ».

Voici une petite sélection-maison :

● samedi 22 avril : en général, les soirées de fin de semaine sont maigres. Seule « *Drôle de baraque* » (cette fois, *Les femmes*, à 23 h 10, Ant. 2) sort un peu de la grisaille. Sur Tf 1, l'in vraisemblable pièce montée dégoûlinante de connerie baptisée « *concoursurovision de la chanson* », va dérouler ses fastes : une guimauve artificielle, une manifestation de l'Europe à dents blanches à la Lecanuet, le tout « présenté » par Léon Zitron et « commenté » par Denise Fabre ! Sur « Ant. 2 », il y a bien un Maigret : *Le marchand de vin*. On peut regarder à tout hasard ; mais Jean Richard est devenu tellement mauvais comédien que toute la série en a été salopée. Ce n'est plus du Simenon.

● dimanche 23 : le jour où Jacques Martin s'envoie en l'air. Un western classique sur Tf 1, à 20 h 30 : *L'aigle solitaire*. Et surtout, le numéro 3 de *Chili impressions : Au bonheur des généraux*. Et le monument : *La grève*, d'Eisenstein (Fr 3, 22 h 40).

● mardi 25 : aux *Dossiers de l'Ecran*, à 20 h 30 sur Ant. 2, R.A.S., le film d'Yves Boisset sur les troupions en guerre en Algérie. Il y a gros à parier que l'équipe des « Dossiers », comme cela arrive le plus souvent, va s'acharner à écorner le sujet au cours du débat. On en a eu une « énième » illustration le mardi 18, avec le télé-film raciste et imbécile de la CBS-news *Victoire à Entebbe*, et le débat unilatéral qui a suivi. On assistera sans doute à un travail du même genre pour les dossiers du 2 mai sur *68 dans le monde*, un télé-film et un débat qui s'annoncent comme très en retrait sur l'événement...

Bientôt, les « Zola »...

● mercredi 26 : Bastia-Eindhoven, pour ceux qui aiment. Le reste...

● jeudi 27 : le dernier des *Jean-Christophe*, sur Tf 1 à 20 h 30 (pas vu passer les huit premiers). Un *Grand Echiquier* peut-être moins compassé et salonnard que d'habitude, grâce à Robert Hossein et Frédéric Dard.

● vendredi 28 : un *Au théâtre ce soir* moins débile que de coutume, car il y a Jacques Fabbri, Claude Vega, Gabriel Jabbour. *Les Brigades du Tigre*, un hymne à la police de Clémenceau, qui reste la nôtre ; donc un coup de chapeau à celle d'aujourd'hui (ne remerciez pas, c'était gratuit). Sur Fr 3, un nouveau numéro des *Mystères Kennedy*, aussi touffu et vain que les précédents. Et un film de Fellini sur Ant. 2, *les Vitelloni*.

Et ne ratons pas : samedi 29, la première partie du *Zola* de Stelio Lorenzi : *Un homme assez courageux* (Ant. 2, 20 h 35). Et dimanche 30 : *Un homme, un jour*, de J.-M. Cavada (Ant. 2, 21 h 40) et *Le Cuirassé Potemkine* (Fr 3, 22 h 40). Bref, notre dernier mot d'ordre à la mode : boycottez l'information-télé, et vautreZ-vous sans entraves dans les programmes !

Philippe MARIELIE ■

MTS MOTS CROISÉS

Problème n° 58

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement

I. Répétition générale ! - II. Déballages. - III. Symbole. Un demi renversé. - IV. Malmenée par Haby et, n'en doutons pas, par Beullac. - V. Parcourent. Ornaments. - VI. Un malheur dans le désordre. Vieille exploitation. - VII. Un sigle pour une communauté peu ouvrière. Lopin inversé. Oui au Sud. - VIII. A l'église ou au bois ! - IX. Tente. Un tempérament. - X. Palmes en Afrique.

Verticalement

1. C'est certainement son art de triquer les chiffres qui l'a fait retourner à l'école. Anonyme. - 2. Lie. Devrait l'être quand elle ne le sont pas. - 3. Quand on y sombre, c'est pour la vie ! Commence un édifice. - 4. Récompensée pour sa belle veste. - 5. En rien. Un rapport. - 6. Se feront entendre. - 7. Touille. Un gros. - 8. Eut Chirac dans un sens et son bonnet dans l'autre. Conjonction. Sigle capitaliste. - 9. Aux bouts de la nuit. Faire comme Dassault dans l'Oise. - 10. Des ondes de moins en moins libres. Sans un. Ders de ders.

Solution du n° 57

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	M	P	L	I	Q	U	E	R
II	A	L	M	A	N	V	I	T	S	
III	N	E	S	O	D	A	R	T		
IV	N	A	S	E	L	O	I			
V	I	M	P	A	S	S	I	B	L	E
VI	B	A	R	G	E	F	L	E		
VII	A	T	T	E	N	T	I	V	E	S
VIII	L	A	R	E	V	E	E	N		
IX	E	R	E							
X	S	O	U	S	T	A	S	S	E	S



PAS DE RECTANGLE BLANC
POUR UN PEUPLE ADULTE.



INDÉPENDANCE et AUTONOMIE de l'O.R.T.F.



Imagerie Politique

« L'affiche dit l'histoire et la société », écrit Max Gallo. On en conviendrait en parcourant l'exposition qui se tient, depuis le 9 mars et jusqu'au 30 avril à la galerie Le Sevrin, 99, rue de Sèvres, à Paris 6°. « L'affiche politique française au XX^e siècle » propose 120 placards originaux qui jalonnent notre histoire de la première guerre mondiale à nos jours, en passant par mai 1968.

A l'initiative de cette manifestation, un fou d'images, un obstiné qui s'appelle Alain Gesgon et qui passe la majeure partie de son temps à décoller les affiches de nos murs. Il en possède 8 000, ainsi que 20 000 diapositives en couleur pour la plupart. Plutôt que collectionneur, il se veut « compositeur ». Son grand projet : créer le premier musée de l'imagerie politique.

En attendant, son expo a déjà reçu 15 000 visites et l'entrée est gratuite. Elle circulera bientôt en France. Première étape : la Maison culturelle Grenoble, du 1^{er} février au 30 avril 1979.